Rapport d'activité



FR-CIDFF
Fédération régionale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles
Bretagne

2025

Sommaire

- Rapport moral et d'orientations **– Page 4**
- Présentation de la Fédération régionale des CIDFF de Bretagne **– Page 6**
- Présentation des CIDFF de Bretagne **– Page 11**
- La Fédération régionale, son ancrage dans un réseau national et local **– Page 14**
- Les projets régionaux **– Page 23**
- La Fédération régionale, actrice de la formation externe et interne **– Page 29**
- Renforcer ses partenariats et participer aux instances régionales **– Page 31**
- Mobilisation et plaidoyer : défendre les droits des femmes partout en Bretagne **– Page 36**
- Nos financements en 2025 **– Page 40**

Rapport moral et d'orientations

L'année 2025 a été pour la FRCIDFF et les CIDFF bretons une année particulière, à l'instar de ce que notre réseau a pu traverser.
Sur le plan de l'égalité, nous sommes encore loin de l'égalité réelle, notamment l'égalité économique où les femmes sont toujours confrontées à de moindres salaires, (même si l'écart de rémunération diminue), où en cas de séparation, elles s'appauvrissent et où elles sont encore en grande majorité à la tête de familles monoparentales, avec toute la charge que cela comporte !
Nous le savons et pourtant nous avons du renoncer à plusieurs services emploi, sur notre territoire, un crève cœur et qui ne va pas dans le sens de l'autonomie des femmes, une des valeurs que nous portons !
De même , les violences sexistes et sexuelles persistent, voire s'amplifient et cette année, une nouvelle fois, notre réseau a du faire face à une progression des demandes de prise en charge de femmes , +7,1 % en un an, avec des situations de plus en plus complexes.
Face à ces besoins qui ne faiblissent pas, nous avons du faire des choix dans un contexte financier très difficile : le versement de la prime Ségur dès août 2024, sans compensation assurée, et la crise politique et financière qu'a connu notre pays : une dissolution , un vote de budget retardé, des coupes sur certaines lignes et un versement de subventions tardif entraînant, pour beaucoup, des difficulté de trésorerie.
Je voulais saluer, à ce titre, la mobilisation de notre réseau et particulièrement de notre réseau breton, l'attention particulière de nos parlementaires breton.n.e.s mais aussi de nos élu.e.s locaux qui nous ont soutenu, même si globalement nous avons du réduire nos effectifs de 25 % et renoncer à certaines actions sur les territoires, en particulier en direction de l' emploi.

Je voulais aussi saluer le soutien dont nous avons bénéficié des services décentralisés de l'État dans cette situation inédite, notamment les services de la DRDFE et des DDFE et la constance de nos administratrices et administrateurs, mais aussi de nos salarié.e.s.

Au global, nous avons résisté, nous sommes toujours aux côtés de nos sœurs bretonnes et gardons le même cap, gagner le combat de l'égalité.

Ainsi le travail de structuration de notre fédération porté par Antoine Eveillé , notre coordinateur régional, qui a quitté ses fonctions en septembre 2025, se poursuit sous la houlette de Diane Dègles notre nouvelle coordinatrice, les directrices des 4 CIDFF bretons et l'ensemble de nos administratrices et administrateurs.

Il s'agit pour nous d'optimiser notre réseau, de le restructurer autour de nos 4 missions (Insertion et emploi des femmes, accès aux droits, lutte contre les violences sexistes et sexuelles, sensibilisation et formation) d'harmoniser nos pratiques et d'améliorer notre gouvernance, en favorisant notamment la participation des CIDFF à la FR-CIDFF et vice versa.

C'est un enjeu fondamental et nous l'avons bien senti lors de notre séminaire régional, en octobre dernier.

C'est un enjeu essentiel : le mouvement associatif vit aujourd'hui une crise inédite, les mouvements féministes sont en butte à une montée sans précédent des mouvements anti choix, anti droits et masculinistes, fortement financés, nous devons résister et la résistance ne peut se faire qu'ensemble.

Faire réseau est aujourd'hui plus que jamais une nécessité !



Christine **Orain Grovalet**
Présidente de la FR-CIDFF de Bretagne

Présentation de la Fédération régionale des CIDFF de Bretagne

Missions de l'association

La FR-CIDFF relaye au plan régional les orientations politiques et stratégiques de la Fédération Nationale des CIDFF. La FR-CIDFF développe et entretient des relations privilégiées avec les services publics, les collectivités territoriales, les acteurs économiques et des réseaux associatifs de sa région, dans le cadre des politiques nationales et régionales concernant les champs d'intervention des CIDFF, pour :

- Être actrice de projets régionaux sur tout ou partie du territoire, y représenter les CIDFF de la région et faire valoir son rôle d'expertise dans ces domaines,
- Coordonner ces projets avec les CIDFF de la région en s'attachant à chaque réalité économique et sociale de bassin, en lien avec les politiques départementales et locales,
- Décliner sur la région les orientations retenues par la Fédération nationale des CIDFF, ainsi que les conventions nationales de partenariat.

En mars 2022, la FR-CIDFF de Bretagne et le Directeur Régional Adjoint à la DRDFE ont intégré un groupe travail (avec 4 autres régions) piloté par le SDFE visant à définir les cinq fonctions socles des Fédérations Régionales.

5 FONCTIONS

- Animation et de coordination des CIDFF de la région,
- Observation, représentation, analyse et plaidoyer,
- Développement de projets d'intérêt régional ou interdépartemental,
- Mise en œuvre d'une politique régionale de formation et d'échange de pratique,
- Communication.

Le conseil d'administration de la FR-CIDFF de Bretagne du 25 janvier 2025 a identifié les actions prioritaires à porter par l'échelon régional. Celles-ci seront inscrites dans la feuille de route de l'année 2025 et dans les futures orientations de l'association à partir de 2026.

Depuis le mois de mai 2021, les missions de la FR-CIDFF de Bretagne sont reconnues d'intérêt général par la Direction régionale des finances publiques.

L’équipe fédérale en 2025

La Fédération Régionale des CIDFF de Bretagne est une association de loi 1901 dont les missions sont reconnues d’intérêt général. L’équipe régionale est composée du Conseil d'Administration avec ses membres actifs ayant voix délibérative (Administrateurices) et les Directrices et le Coordinateur ayant voix consultative ainsi que les invité.es pouvant prendre part aux échanges.

Le bureau de l’association

Les membres du bureau de la FR-CIDFF de Bretagne ont été désignés lors du Conseil d’administration suivant l’Assemblée Générale ordinaire du 4 juillet. Les membres du Bureau sont :

- **Présidente** : Christine ORAIN (Présidente du CIDFF des Côtes d’Armor)
- **Secrétaire** : Dominique THOMAS (Administratrice du CIDFF du Morbihan)
- **Trésorière** : Annie GUILLERME (Administratrice du CIDFF d’Ille-et-Vilaine)
- **Membre actif** : Christine BONFIGLIO (Présidente du CIDFF du Morbihan)
- **Membre actif** : Cécile TEIXEIRA (Présidente du CIDFF du Finistère)
- **Membre actif** : Damien LEGRIS (Président du CIDFF d’Ille-et-Vilaine).

Le Bureau veille à la mise en œuvre des décisions du Conseil d’administration, assure le suivi stratégique et opérationnel des activités de la FR-CIDFF, et garantit le bon fonctionnement de l’association entre les réunions statutaires. Il s’est réuni 6 fois en 2025, (janvier, mars, mai, septembre, octobre et novembre).

Le conseil d’administration

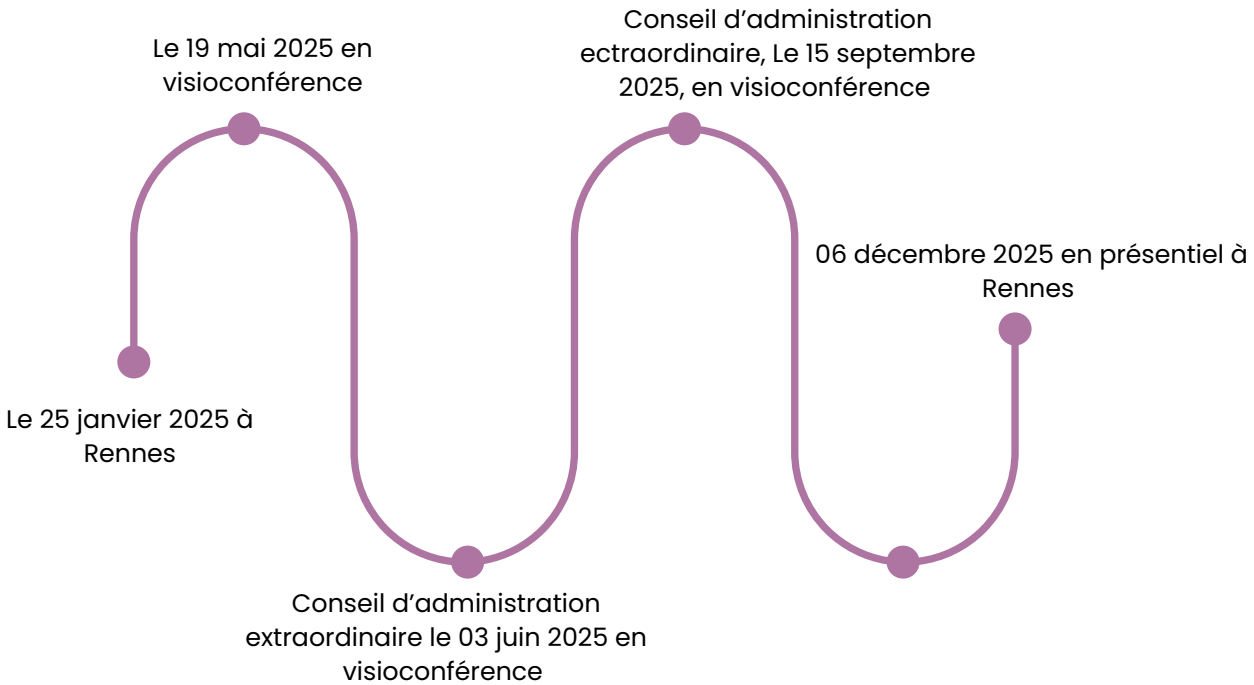
« Le conseil d’administration définit les orientations de la Fédération Régionale des CIDFF de Bretagne. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer l’association dans les limites de son objet et sous-réserve des pouvoirs attribués à l’assemblée générale »

Extrait des statuts de la FR-CIDFF de Bretagne
Février 2023

Le conseil d’administration de la FR-CIDFF de Bretagne en 2025 est donc composé de 9 membres ayant voix délibératives et 5 membres ayant voix consultatives.

Composition effective du CA après le 14 juin 2025	Membres ayant voix délibératives		Personnes suppléantes	Voix consultatives
 Côtes d'Armor	Christine **ORAIN** Présidente	Arlette **LABBE** Administratrice	Elisabeth **PENARD** Administratrice	Nadine **BARON** Directrice
 Finistère	Cécile **TEIXEIRA** Présidente	Gaëlle **GUIGUEN** Administratrice		Emilie **DUBREIL** Directrice
 Ille et Vilaine	Damien **LEGRIS** Président	Annie **GUILLERME** Administratrice		Delphine **BOUET** Directrice
 Morbihan	Christine **BONFIGLIO** Présidente	Dominique **THOMAS** Administratrice		Véronique **POULAIN** Directrice
 Fédération nationale	Danielle **BOUSQUET** Présidente			Clémence **PAJOT** Directrice générale
 Fédération régionale				Antoine **EVEILLE** Coordinateur

Calendrier du Conseil d'administration 2025



L'assemblée générale de l'association

L'Assemblée générale ordinaire de la FR-CIDFF Bretagne s'est déroulée en présentiel le 14 juin 2025 au CIDFF 35, avec la participation de Julien BASLÉ, Commissaire aux comptes au cabinet CAFEX. L'Assemblée Générale a permis de faire un point d'étape sur les projets portés par l'association, les perspectives de développement et la validation des comptes de l'année 2024. L'assemblée générale a élu Dominique Thomas et Christine Orain pour réprésenter le réseau au conseil d'administration de la Fédération nationale.

Le rapport d'activité 2024 voté lors de l'AG est à retrouver sur le site de la FR-CIDFF de Bretagne



L'équipe salariée

Antoine EVEILLE

Coordinateur régional (jusque septembre 2025)

coordination@frcidff-bretagne.fr

Diane Dègles

Coordinatrice régionale (depuis novembre 2025)

coordination@frcidff-bretagne.fr

Coraline Chartois

Coordinatrice de Nijadell (depuis juillet 2024)

projetcob@frcidff-bretagne.fr

Juristes

Une juriste Nijadell (à partir de mars 2025)
Une juriste en remplacement (à partir de novembre 2025)

juriste.nijadell@frcidff-bretagne.fr

Travailleuse sociale

Une travailleuse sociale (à partir de novembre 2025)

ts.nijadell@frcidff-bretagne.fr

2,94 Équivalents temps plein travaillés (ETPT) en 2025

Missions des professionnel.les

Les missions de la **coordination régionale** sont de :

- Animer et coordonner les actions et les projets ainsi que les échanges d'expériences et de pratiques dans le réseau des CIDFF de Bretagne,
- Répondre aux Appels à projets en lien avec les CIDFF de Bretagne (12 AAP répondus en 2025),
- Intervenir en appui technique si besoin auprès des CIDFF de Bretagne et d'aider à la mutualisation d'activités et de réflexions partagées à différentes échelles,
- Représenter la FR-CIDFF Bretagne dans certaines instances,
- Veiller, en lien avec les Directions à la remontée des données statistiques.
- Relayer et faire remonter les informations entre les différentes instances du réseau des CIDFF.

Les missions de **coordination du dispositif de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales (VSSI), NIJADELL,** dans le Pays COB. Ce poste, co-financé par le FSE+, vise 3 grandes missions:

- Constituer et animer le réseau d'écoutant.es de proximité sur ce territoire
- Former ce réseau d'écoutantes VSSI à la détection, au premier accompagnement et à l'orientation des personnes victimes.
- Coordonner et animer le dispositif de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales.

Les misions **des juristes de Nijadell** sont d'assurer des permanences d'accès aux droits et d'accueil des victimes de violences sexistes et sexuelles. Il s'agit plus précisément d'accueillir, écouter, informer et si besoin de proposer un accompagnement.

Les missions **de la travailleuse sociale** sont d'assurer des permanences dans le pays COB pour permettre un accompagnement social des personnes victimes de violences sexistes et sexuelles.

Les missions de coordination régionale ont été exercées au sein des bureaux partagés du CIDFF 35 et pour l'équipe dédiée au dispositif Nijadell à Gourin puis à Carhaix dans le Pays COB.

Présentation des CIDFF de Bretagne

LES CIDFF : premier réseau pour l'accès au droit

- 4 Associations loi 1901
- Agrément quinquennal délivré par l'État
- Mission d'intérêt général, visant l'autonomie personnelle, professionnelle et sociale des femmes, la lutte contre les violences faites aux femmes et la promotion de l'égalité femmes/hommes

DOMAINES D'INTERVENTION

Accès au **droit**

Lutte contre les **violences**

Emploi et création d'activité

Vie **familiale** et parentalité

Santé et sexualité

au service de **tous les publics**, et en particulier des **femmes**

MODE D'INTERVENTION



Permanences juridiques (gratuites, anonymes et confidentielles)



Accompagnements individuels

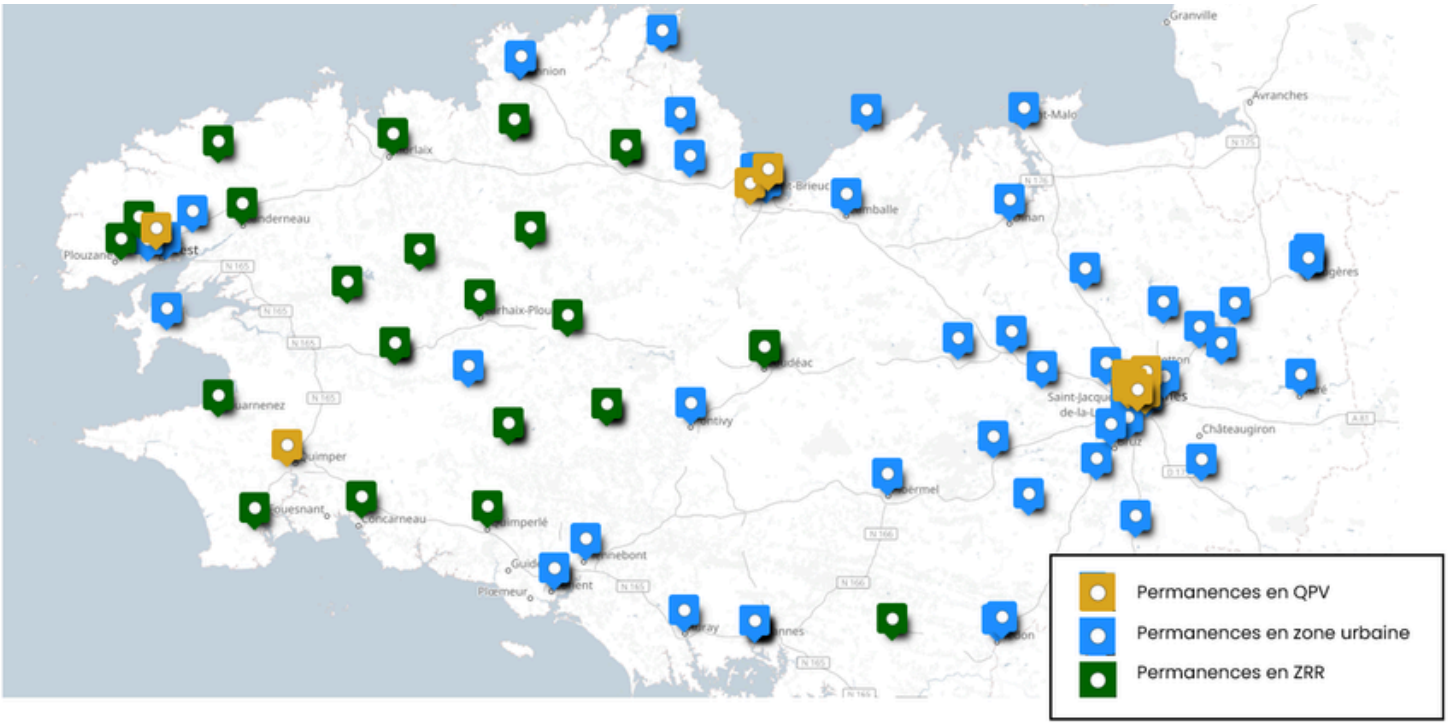


Informations & **ateliers** collectifs de sensibilisation



Formations en direction de professionnel.le.s

Des CIDFF mobilisés sur l'ensemble de la Région Bretagne



Le maillage territorial en proximité des territoires constitue un engagement fort de notre réseau régional. Au cours de l'année, les personnes ont été informées dans plus de **89 points d'informations** animés par les professionel.les des CIDFF.

Depuis 2022, le réseau des CIDFF mène une réflexion collective pour renforcer l'accès au droit et lutter contre les violences sexistes et sexuelles, **y compris dans les territoires les plus isolés.** Dans ce cadre, le dispositif itinérant **En Voiture Nina et Simon.es**, lancé d'abord dans le Morbihan, incarne cette volonté d'aller au plus près des publics. En 2024, 2 vans supplémentaires ont été déployés en Bretagne, dans les départements des Côtes-d'Armor et d'Ille-et-Vilaine. En parallèle, un travail de diagnostic mené en Centre Ouest Bretagne a permis le lancement du projet **Nijadell**. Ce dispositif sur ce territoire rural propose un accompagnement juridique, social et psychologique aux personnes victimes de violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales, et s'appuie sur la constitution d'un réseau local d'écoutant.es de proximité.

En 2025, les personnes informées par les professionnel.les venaient de **894 communes** de Bretagne soit 74% des communes couvertes.

CHIFFRES CLÉS 2025

89 points d'informations *(94 en 2024)*

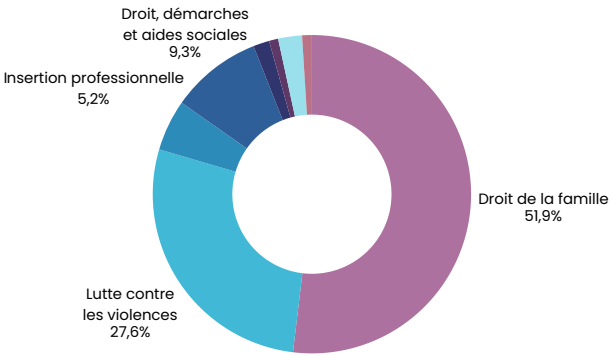
47,05 Équivalents temps pleins *(55,43 en 2024)*

17405 demandes répondues *(23273 en 2024)*

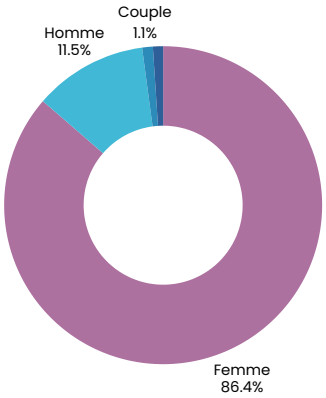
11 556 entretiens *(13 613 en 2024)*

5437 personnes informées individuellement *(6205 en 2024)*

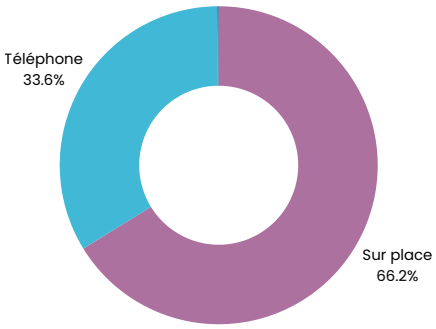
CATÉGORIES DES DEMANDES



TYPOLOGIE DU PUBLIC REÇU



DÉLIVRANCE DE L'INFORMATION



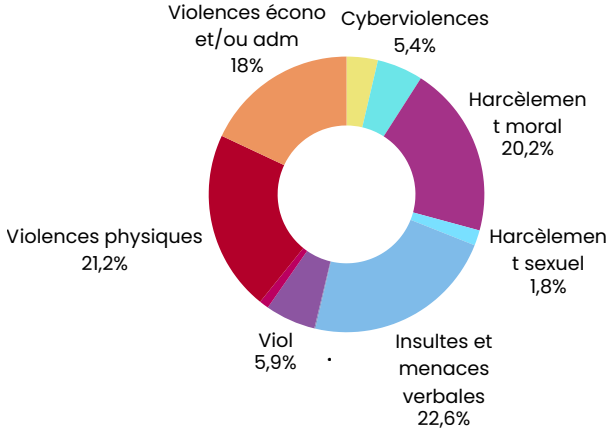
ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

2816 victimes de violences informées et accompagnées par les CIDFF **(+7,11% en 1 an)**

95% **des personnes informées sont des femmes**

92% au sein du couple ou ex-couple

96% des auteurs de violences sont des hommes

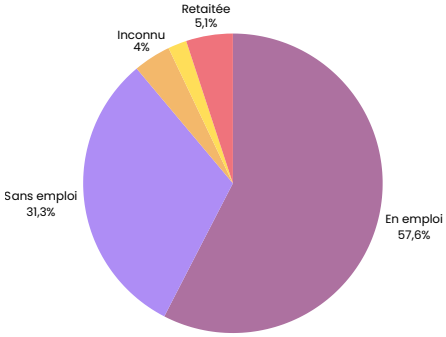


ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES VERS L'EMPLOI

457 femmes ont été informées individuellement par les services emploi contre 581 en 2024

280 femmes ont bénéfivié d'un accompagnement contre 483 en 2024

804 entretiens ont été réalisées contre 1673 en 2024

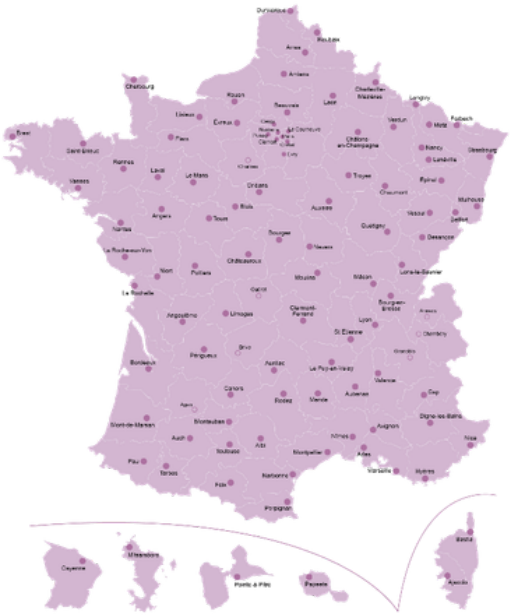


57% **des femmes victimes de violences sont sans emploi en 2025.**

La FR-CIDFF, son ancrage dans un réseau national et local

Les liens avec la Fédération nationale

La Fédération nationale des CIDFF, association nationale signataire d'un contrat d'objectif avec l'État, assure l'animation nationale des 98 CIDFF. Répartis sur tout le territoire français, les départements et territoires d'Outre-Mer, les CIDFF animent 2300 points d'informations de proximité, développés en milieu urbain, rural et dans les zones sensibles. La Fédération nationale des CIDFF définit les orientations stratégiques et les priorités d'actions de son réseau. Elle représente le réseau auprès des instances nationales, européennes et internationales. Centre de ressources, de documentation et de formation, elle assure la montée en compétences des professionnel·les du réseau et la cohérence des méthodologies et pratiques. Elle agrège et analyse les données statistiques qu'elle recueille auprès de son réseau (nombre de personnes reçues, nombre et type de demandes d'information, profil des personnes reçues…).



La Fédération nationale des CIDFF élabore et réalise des outils adaptés aux pratiques professionnelles de son réseau : guides méthodologiques thématiques, supports de communication, référentiels métiers. Elle favorise l'essaimage des projets et outils produit au sein du réseau. Dans le cadre de ses missions, la FNCIDFF développe de nombreux partenariats institutionnels et associatifs. Elle crée et élabore avec ses partenaires des projets et des outils déclinés au plan local par le réseau des CIDFF et des associations tierces. Actrice et observatrice des évolutions de la société, la FNCIDFF organise des journées d'étude, des colloques, webinaires ou des séminaires dans lesquels interviennent des expert·es et personnalités reconnu·es dans leur domaine de compétence.

Retrouvez toutes les informations sur la FNCIDFF sur le site internet : https://fncidff.info/

Participation de la Fédération régionale aux réunions et instances nationales en 2025 :

Conseil national de liaison (CNL)

Participant.es FR-CIDFF : Coordination régionale et 1 direction tournante
Participation au CNL :
07 février
03 avril
11 septembre
08 décembre
💡 Instance composée des Directions et Coordinations des FR-CIDFF, pilotée par la Directrice générale de la FNCIDFF.

Conseil d'administration

Participant.es FR-CIDFF : Présidente de l'association et un.e adminisrateur.ice
Participation :
30 janvier
20 mai
23 septembre
02 décembre
💡 Instance composée de deux réprésentant.es des Fédérations régionales (Président.e + un.e adminisrateur.ice) et pilotée par la Présidente et la Directrice générale de la FNCIDFF.

Assemblée générales FNCIDFF

Participant.es FR-CIDFF :
Administratrices et professionnelles des CIDFF
Dates :
AG Extraordinaire : 20 mars 2025 :
Adoption du projet associatif
AG ordinaire : 19 juin
💡Moments clés de gouvernance démocratique et des temps d'inspiration collectifs.

Groupe plaidoyer

Participant.es FR-CIDFF :
Coordination régionale et administratrice du Morbihan
Dates :
Réunions régulières durant toute l'année
💡Temps de travail et de réflexion avec la responsable plaidoyer sur les actions menées et à déployer en Bretagne.

Groupe de travail Ressources humaines

Participant.es FR-CIDFF :
Administratrice et direction du CIDFF 22

Dates : 4 réunions
Groupe de travail réactivé à la suite des Assises nationales
💡Réflexions plurielles sur les enjeux liés aux questions RH (convention, management, etc.).

Groupe de travail Formation

Participant.e FR-CIDFF :
Coordination régionale
Participation :
4 réunions
💡Groupe de travail visant à favoriser la formation des équipes professionnelles et bénévoles. Préfiguration d'une commission formation nationale.

À cela, s'ajoutent les journées des Présidences et des directions

Les chantiers de 2025

La feuille de route 2025

Une méthode : la co-construction
Axe prioritaire
Impulser une restructuration du réseau autour de missions clairement définies

Fin 2024, la gouvernance fait le choix de co-construire la feuille de route de la FR-CIDFF.
Une première réunion de travail a eu lieu lors du Conseil d'administration de la FR-CIDFF du 25 janvier 2025. En partant des attentes et des perceptions du réseau, nous avons identifié 4 axes de travail qui seraient à mener par la FR-CIDFF.

Axe 1 : Valoriser l'expertise des CIDFF pour influencer les politiques publiques à travers la communication et à partir des préconisations émanant de leurs actions
Axe 2 : Impulser une restructuration du réseau autour de missions clairement définies : accès au droit, lutte contre les violences, prévention, empl
Axe 3 : Mener, à l'échelle régionale, une à deux actions phares portées conjointement par les 4 CIDFF pour renforcer la cohérence du réseau.
Axe 4: Créer et animer un pôle ressources/formation visant à outiller élu·es et salarié·es

Chacun de ces 4 axes a été approfondi lors d'entretiens individuels avec les président.es et les directrices des 4 CIDFF bretons afin de mieux comprendre les besoins, les résultats attendus, les bénéfices pour le réseau



La synthèse des entretiens a été présentée lors de l'**Assemblée Générale du 14 juin 2025.**
Un axe prioritaire et un axe secondaire ont été retenus.

Axe prioritaire : impulser une restructuration du réseau autour de missions clairement définies (accès au droit, lutte contre les violences, prévention, emploi)
Action : **définir l'organisation cible et les différentes étapes pour y arriver en tenant compte des aspects humains**
Ces choix reposent sur **3 enjeux et 3 objectifs**
Les enjeux

Enjeu A : Optimiser notre organisation.
Enjeu B : Restructurer le réseau autour de nos 4 missions.
1. Harmoniser/homogénéiser nos missions (en particulier "Accès au droit" et "Lutte contre les violences"),
2. Capitaliser et partager nos pratiques
3. Mener des réflexions au niveau régional sur l'emploi et la prévention (Sensibilisation et Formation)

Enjeu C : Améliorer l'organisation de la gouvernance et la participation des CIDFF à la FR-CIDFF et vice et versa.

Les objectifs

- Améliorer l'efficience globale du réseau des CIDFF (rapidité des prises de décision, diminuer les coûts des structures,…)
- Tendre vers une couverture territoriale plus homogène : éviter les disparités de services selon les départements.
- Avoir une meilleure coordination stratégique (renforcer la coordination stratégique entre les niveaux régionaux et locaux)

Axe secondaire : Valoriser l'expertise des CIDFF pour influencer les politiques publiques

Les objectifs

- Renforcement de notre influence politique (être consulté.es en amont par les décideurs publics pour infléchir les politiques publiques grâce à une expertise reconnue de terrain.)
- Visibilité accrue : Une meilleure connaissance par les financeurs, le grand public, et les partenaires des actions menées par les CIDFF.
- Positionnement stratégique des CIDFF et changement de notre image

Actions prioritaires

- Avoir une trame commune et des indicateurs pour tous les CIDFF et des éléments de langage (Rencontres régulières avec les parlementaires, élu·es, financeurs)
- Se donner les moyens pour produire et analyser les données de terrain, les exploiter : diffusion de constats et préconisations avec des supports de communication.
- Prise en compte spécifiques des problématiques des femmes et des CIDFF dans les plaidoyers

Lors du Conseil d'administration du 06 décembre 2025, il a été décidé de se consacrer à l'axe prioritaire en poursuivant la méthode de co-construction. Il s'agit après concertation des professionnelles de terrain et de l'ensemble des bénévoles d'

Élaborer des scénarios,
Faire des choix
Concevoir les plans de mise en œuvre pour le 3ème et 4ème trimestre 2026

Le séminaire régional

Tous les deux ans, la FR-CIDFF organise un séminaire régional à destination des salariées et des bénévoles notamment les élu.es militantes.

Nous nous sommes retrouvé.es, à nouveau, au bord du lac de Guerlédan, pendant deux jours. C'est une occasion unique de nous retrouver bénévoles, militantes élues avec les professionnelles pour partager des ateliers, des conférences, des moments d'échanges conviviaux, créer et approfondir des liens.

Cette année, le séminaire a été conçu comme **un parcours de formation**.
Le programme élaboré par la Fédération régionale repose sur les remontées du réseau, bénévoles et professionnelles : apprendre, comprendre, échanger autour de l'évolution des mouvements féministes, du nouveau projet associatif du réseau des CIDFF, du psycho-traumatisme des victimes de violences ; prendre connaissance de l'étude menée avec l'Université Rennes 2, en présence de Gaëlle Sempé, Maîtresse de conférences à Rennes 2.

Nombre de participant.es le 2 octobre	47
Nombre de participant.es le 3 octobre	44
Nombre de participant.es les 2 et 3 octobre	33
- dont bénévoles/administrateurices	7
- dont salariées	26

Le bilan de ce séminaire/formation a été réalisé grâce à un questionnaire de satisfaction envoyé à toustes. 33 personnes ont répondu à ce questionnaire. Le bilan a été très positif.
Ont été soulignés :

La qualité des intervenant.es
La qualité des échanges
Les contenus des formations
les méthodes pédagogiques
L'interconnaissance
Le cadre et l'organisation

Les besoins ou suggestions ont été les suivants :

Des besoins d'approfondissement
Des temps plus longs ou plus courts selon les thématiques

Séminaire régional du réseau des CIDFF de Bretagne
2 & 3 octobre 2025
Village Club Miléade
Mûr-de-Bretagne *(22530)*





Programme

Jeudi 2 octobre 2025

- **A partir de 10h00-12h30– Accueil café et temps d'interconnaissance**

Animation par les professionnelles des CIDFF de Bretagne.

- **12h30 : Repas**

- **14h00 – 17h30 – Premier module de formation**

Module 1 : Actualisation du genre et évolutions du mouvement féministe
Module 2 : Le psycho-traumatisme chez les victimes de violences
Module 3 : Être salarié.e ou bénévole dans un CIDFF de Bretagne

- **17h30 : Récupération des clés des chambres**

- **18h00 – 19h00 – Participation à l'étude régionale du CESER de Bretagne "Le rôle des associations dans la vie des territoires"**

Participation sur la base du volontariat

- **19h30 : Repas**

- **21h00 – Soirée conviviale**

Vendredi 3 octobre 2025

- **9H00-12H30 : Deuxième module de formation**

Module 1 : Actualisation du genre et évolutions du mouvement féministe
Module 2 : Le psycho-traumatisme chez les victimes de violences

- **10H30 : Pause café de 10 mn**

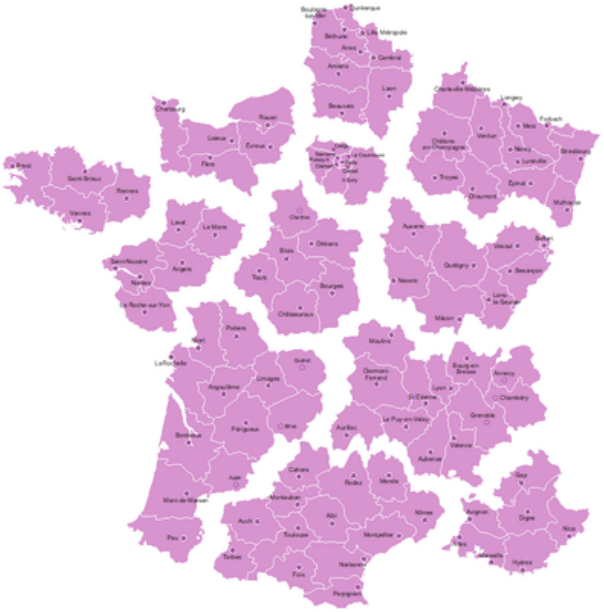
- **12h30 : Repas**

- **14h00 -15h45 : Restitution et valorisation de l'étude sur l'autonomie des femmes**

Présentation de l'étude menée avec l'Université Rennes 2, en présence de Gaëlle Sempé, Maîtresse de conférences à Rennes 2. Il s'agira d'un atelier collectif d'arpentage et de réflexion, visant à s'approprier en interne les résultats de cette étude et à amorcer un travail de valorisation en externe.

- **15h45-16h00 : Conclusion et perspectives à la suite du séminaire régional.**

Les liens avec les Fédérations Régionales



Depuis 2022, toutes les Fédérations régionales (à l'exception de la Corse) comptent au moins un.e professionnel.le pour porter les missions inscrites dans le cahier des charges défini avec le SDFE.

Inscrite dans une démarche collaborative, d'échange de pratiques et d'expériences, des espaces de dialogue ont été institués entre les profesionnel.le.s des Fédérations Régionales.

Progressivement instituées, ces réunions se déroulent :

- La veille du Conseil national de Liaison en présentiel à la FNCIDFF.
- En dehors des périodes précédant ou succédant le CNL, en distanciel une fois par mois

La réunion est animée par un.e professionnel.le et l'ordre du jour est défini préalablement de manière collaborative pour répondre aux enjeux et aux stratégies d'essaimage et de pérennisation pour chacune des Fédérations régionales.

En 2025, des espaces d'analyse des pratiques ont été mis en place à l'initiative des coordinations régionales et organisés par la FNCIDFF, afin de répondre aux difficultés rencontrées par les professionnel·le·s. Animés par une psychologue, ces temps d'échange favorisent le dialogue et apportent un soutien face aux situations complexes.

Les missions des Fédérations Régionales figurent désormais au sein du nouveau projet associatif du réseau des CIDFF.

Les liens avec les CIDFF de Bretagne

Réunions opérationnelles entre les directions et la coordination régionale de la FR-CIDFF.

Depuis 2022, les réunions opérationnelles entre les Directrices et le Coordinateur ont été organisées toutes les trois semaines en distanciel. Ces temps d'échange permettent de travailler conjointement au développement, à la mise en place et au réajustement de projets régionaux ou interdépartementaux, de communiquer et partager des informations, résoudre des problèmes, des interrogations, de prendre des décisions opérationnelles collégialement.

En sus de ces réunions régulières, la FR-CIDFF a participé au séminaire des directions interne au réseau des CIDFF de Bretagne le vendredi 5 avril permettant de travailler sur les projets régionaux et l'accord de consortium établi dans le cadre de l'action en Centre Ouest Bretagne.

En 2025, la FR-CIDFF a organisé et financé 2 sessions de **Co-développement** animées par Marine TRIAU. Le codéveloppement professionnel, mis en place au sein du réseau, offre un espace collaboratif où les directions peuvent partager leurs expériences, renforcer leurs compétences et co-construire des solutions face aux défis du terrain.

Réunions de secteurs

Lors du Conseil d'administration de janvier 2024, l'organisation de réunions de secteurs (entre corps de métiers) avait été validée dans le cadre des orientations stratégiques du réseau. Celles-ci devaient initialement se tenir au second semestre, afin de tenir compte de la charge de travail déjà importante en début d'année. Toutefois, les enjeux liés à la mise en œuvre de la prime Ségur et au déploiement de projets structurants n'ont pas permis leur tenue comme prévu. La réunion des directions en 2025 a réaffirmé l'importance de ces temps d'échange, jugés indispensables au fonctionnement collectif et au partage d'expériences. Une réunion avec les juristes a donc été organisée le 23 septembre. Le départ du coordinateur régional fin septembre et son remplacement à la mi-novembre 2025 n'ont pas permis d'en mettre en place d'autres. Mais en 2026, 6 réunions dont 3 journées en présentiel ont été organisées entre février et mai dans le cadre de la feuille de route 2025-2026 avec plusieurs corps de métiers : des juristes, une psychologue, des travailleuses sociales, une chargée de formation, une coordinatrice de projet, les directrices, les coordinatrices et animatrice des vans...

Les projets régionaux

ToutesSport, Toutes Sportives !

QUOI ?

Projet régional porté avec le comité régional UFOLEP pour favoriser **l'insertion socioprofessionnelle des femmes** à travers des activités physiques et sportives

QUI FINANCE ?

L'État via la Délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports de Bretagne dans le cadre du Fonds de développement de la vie associative 2

POUR QUEL IMPACT ?

2 territoires pour la saison 2024-2025

Loudéac (22), Saint-Brieuc (22)

Le projet s'est arrêté dans le 56 et le 29 suite aux suppressions d'emplois dans ces 2 CIDFF.



QUI ?

une **conseillère emploi** du CIDFF 22.

COMMENT ?

Des activités physiques et sportives couplées à des ateliers d'estime de soi et d'insertion pour

- Permettre l'émergence d'un sentiment de bien-être physique.
- Favoriser le développement de l'estime de soi.
- Participer au développement du lien social.
- Permettre aux femmes de développer des compétences transversales nécessaires à l'insertion socioprofessionnelle.

Un **séjour régional de 2 jours** (14 et 15 avril) à Guerlédan (22) pour favoriser les rencontres, rompre l'isolement et dresser les perspectives à l'issue du projet.

50 femmes informées et 30 participantes
29 séances sportives
34 séances d'insertion professionnelle
+ 10 autres temps forts
9 femmes ont participé à un séjour à Paris
10 femmes ont participé au séjour régional

J'ai vraiment eu à cœur de développer cette action dans les côtes d'Armor car je sais qu'on peut se découvrir différemment par différents supports et notamment du sport, qui permet de remettre du mouvement dans son corps, d'en prendre conscience. Ce qu'on développe dans la pratique sportive c'est ensuite très utile quand on va faire les démarches d'insertion socioprofessionnelle. Travailler les questions d'inégalités à travers le sport permet une prise de conscience des inégalités au quotidien, ça permet de poser un autre regard sur son propre parcours et d'envisager l'avenir avec un autre regard.

Entretien à retrouver en intégralité sur le site de la CORLAB dans la série de podcasts "Plus d'excuses"

Conseillère en insertion professionnelle, CIDFF 22

L'Égalité au coeur des quartiers 2024-2025



QUOI ?

Lutter contre le non-recours au droit pour les personnes résidant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, **favoriser l'insertion professionnelle** et **former les professionnel.les** aux enjeux d'égalité.

QUI FINANCE ?

L'État via la Direction Régionale de l'Économie, l'Emploi, le Travail et les Solidarités Bretagne soutient les CIDFF dans le cadre de l'appel à projet "Valeurs de la République, Laïcité, Citoyenneté, Prévention et lutte contre les discriminations"

POUR QUEL IMPACT ?

Les 4 CIDFF de Bretagne impliqués :

- 7 permanences juridiques dans les QPV : Kermoysan, Quartier Gumenen Goaner-Parco, Bellevue, Le Plateau, Le Tremplin, Champs Manceaux et Cleunay
- **589 personnes informées en 2024** dont 80% de femmes au sein de ces 7 permanences.
- 345 personnes informées par les juristes en 2024 résident dans l'un des QPV dont 26% de personnes étrangères.
- 92 femmes accompagnées individuellement dans leur projet professionnel résident en QPV
- Création d'un flyer de présentation Facile à lire et à comprendre (FALC) par l'ESAT de Cornouaille
- Adaptation et impression du violentomètre spécifique pour les femmes étrangères en langue française, anglaise et arabe.

QUI ?

Les **juristes**, **chargées de projets et conseillères emploi** des CIDFF.

COMMENT ?

- Un **cofinancement des permanences** juridiques implantées dans les villes comprenant des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).
- **Achat de 4 boitiers de traduction instantanée** et **forfait d'interprétariat** pour les CIDFF de la Région (convention avec ISM Interprétariat)
- **Réunions de travail** avec les partenaires du territoire pour favoriser les parcours et l'insertion professionnelle des femmes résidant dans les QPV.
- **Animation d'une formation expérientielle** pour les professionnelles des CIDFF de Bretagne.
- **Animation de 4 sessions de formation** pour les professionnel.les agissant en QPV : "Intégrer une posture égalitaire dans sa pratique professionnelle".



4 sessions de formation

2 réalisées en 2024
2 réalisées 2025.

Formation d'une journée ou de deux demi-journées sur "Intégrer une posture égalitaire dans sa pratique professionnelle".

50 professionnel.les formé.es

50% des stagiaires ont identifié des situations d'inégalités suite à la formation qu'ils.elles n'auraient pas remarqué auparavant.



"Formation très complète, j'avais suivi de nombreuses formations de sensibilisation aux Violences faites aux femmes, aux Violences sexistes et sexuelles mais j'ai trouvé le format très adapté, les supports de formation aussi, et j'ai apprécié les temps d'échange". Participante

"J'ai trouvé cette formation intéressante et pertinente. Merci aux formatrices". Participante

Professionnelles formées par le CIDFF 35

Soutien psychologique pour les personnes victimes de violences

QUOI ?

Informer et apporter un soutien psychologique pour les femmes victimes de violences
Assurer la continuité des parcours au sein des équipes pluridisciplinaire des CIDFF et en lien avec les structures médico-sociales et juridiques

QUI FINANCE ?

L'Agence régionale de Santé de Bretagne à travers un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (2024-2028)

POUR QUEL IMPACT ?

4 CIDFF de Bretagne impliqués :

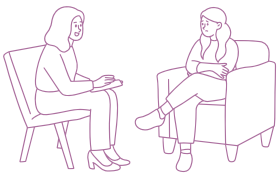
- 1451 entretiens de soutien psychologiques honorés en 2025 pour 336 personnes victimes de violences soit 12% des personnes victimes de violences accompagnées par les CIDFF
- Liste d'attente pour avoir un rendez-vous au CIDFF du Finistère et du Morbihan.

QUI ?

Les **psychologues** des CIDFF et des prestataires

COMMENT ?

- Développement des permanences dans les Côtes d'Armor en 2025.
- Accompagnement individuel interne à Brest, Quimper (1 ETP dans le Finistère), Lorient, Vannes, Ploërmel (0,85 ETP dans le Morbihan + Loudéac).
- Groupe de parole pour les femmes en situation de monoparentalité et allocataires des minimas sociaux, victimes de VSS
- Rencontres partenariales pour faciliter le travail d'orientation vers les CIDFF et inversement.
- Constitution d'une liste de psychologues sensibilisé.es, formé.es ou spécialisé.es pour accueillir des personnes victimes de violences dans le Morbihan.
- Participation à deux forums co-organisé par le CIDFF du Morbihan sur les VIF (Violences intra-familiales)



Mme S. est une jeune femme de 20 ans reçue pour la première fois en septembre 2024. Lors de l'entretien de premier accueil avec la travailleuse sociale, elle fait un récit qui retrace toutes les formes de violences et contrôle qu'elle a vécu avec son ex-compagnon, ainsi que des violences et mauvais traitements subis de la part de la famille de Monsieur. Madame vient sur l'orientation de sa référente mission locale. Son ton est monocorde, le récit des violences banalisé. En fin d'entretien elle évoque son enfance, elle aussi empreinte de violences. Des capacités d'élaboration et de conscientisation sont évaluées par la travailleuse sociale. Néanmoins, Madame n'a pas de demande juridique et psychologique. Un lien de confiance commençant à se tisser dès le premier entretien, un second rendez-vous est proposé à Madame, qu'elle accepte immédiatement. Madame est revue une troisième fois. Au terme de ces trois rendez-vous, l'éducatrice spécialisée, forte de la confiance établie et du travail de conscientisation amorcé par Madame, propose à celle-ci de poursuivre le suivi avec la psychologue du service. L'accompagnement s'est ainsi poursuivi. Cette méthodologie a permis à Madame de s'inscrire dans un accompagnement au sein du CIDFF et plus particulièrement de Moments Pour Elles, à son rythme et de manière sécure.

Illustration du parcours de Madame S, accompagnée par le CIDFF du Morbihan

Projet de recherche-action : AP FEMMES

QUOI ?

Comprendre et mesurer les processus d'autonomisation des femmes accompagnées par les CIDFF de Bretagne

QUI ?

Les **équipes professionnelles** et **administratrices** des CIDFF

QUI FINANCE ?

Le **Conseil régional de Bretagne** dans le cadre de l'appel à projet recherche et Société (2022-2024)

COMMENT ?

- Participation aux différents temps-forts et événements du réseau des CIDFF de Bretagne.
- Valorisation des conclusions de l'étude à travers différents canaux : assises nationales en septembre à Rennes, podcast organisé par la Corlab : "La recherche autrement"
- Rédaction d'un ouvrage de 300 pages présentant les conclusions de cette étude.
- Présentation aux profesionnel.les lors du séminaire régional de la FR-CIDFF et 4 CIDFF de 2025.
- Travail en lien avec la Fédération nationale pour élaborer une synthèse

POUR QUEL IMPACT ?

2 CIDFF de Bretagne impliqués :

- 38 entretiens biographiques auprès de 26 femmes (12 d'entre elles ont été rencontrées à deux reprises, soit au cours de l'accompagnement puis à l'issue, soit lors du suivi mais avec plusieurs mois d'intervalle), 8 entretiens semi-directifs auprès des professionnel·les, 77 observations soit environ 230 heures et plus de 170 bénéficiaires.
- Réponse positive pour poursuivre cette recherche sur les territoires ruraux.
- L'autonomisation c'est lever les freins, dans un processus dynamique non figé, réversible, singulier, individualisé, mais aussi du prisme du féminisme qui peut se décliner par un travail de déconstruction des normes et systèmes de genre qui oppressent les femmes

Le CDAS nous a renvoyé devant le juge pour enfants et ça a été très compliqué émotionnellement pour tout le monde. On m'a accusé d'aliénation parentale. C'est ce qu'on m'a dit, ce qu'elle m'a dit (…) la juge pour enfants. C'est ce qu'elle m'a dit, que j'étais monstrueuse et que du coup, elle demandait une expertise psychiatrique. Il y avait déjà une expertise psychologique à l'époque et une enquête sociale en sa faveur. C'est vrai que j'ai dû serrer les dents parce que ce syndrome en France n'est pas reconnu, ils l'utilisent a tout va mais il n'est pas reconnu. Il y a eu ensuite son expertise psychiatrique et ça a été l'apothéose : pervers, sadique et là elle a pu reconnaitre que ce n'était pas moi le problème, c'était lui mais le temps que la justice fasse son travail, il fallait protéger tout ce petit monde

J'ai eu beaucoup d'entretiens avec madame X, juriste au CIDFF. Au début, je pleurais, c'était dur. Elle a tout déclenché, où je devais aller, j'ai eu l'accompagnement dont j'avais besoin. C'est elle qui a lancé le processus pour que j'aille voir l'asfad, elle m'a accompagnée pour les aides au logement, orientée vers le CMP au centre Guillou. Tout un réseau dont je n'avais pas connaissance s'est constitué à partir du CIDFF. A l'asfad, l'assistant social, monsieur X, est aux petits soins avec les autres. J'ai eu des habits, des repas, des cadeaux. On se sent aimé et on sent qu'on n'est pas abandonné. Cela m'a vraiment aidé de ne pas me sentir encore une fois abandonnée. Quand on est dénigré, moi je les appelle les DD plus-plus parce que tu es désabusé, dévasté, défiguré, découragé. Quand vous vivez ça et que vous vous sentez écoutée, qu'il y a de la présence, qu'on s'occupe de vous, des structures, des personnes, vous ne pouvez pas comprendre ce que l'on ressent. On se sent vivre, on a envie de faire des choses, on a envie de s'habiller, de bouger

Extraits de témoignages recueillis

Projet de recherche-action : ARP FEMMES

QUOI ?

Comprendre et mesurer les processus d'autonomisation des femmes accompagnées par les CIDFF de Bretagne

QUI ?

Coordination par la FR-CIDFF, Les **équipes professionnelles** et **administratrices** des CIDFF

QUI FINANCE ?

Le **Conseil régional de Bretagne** dans le cadre de l'appel à projet recherche et Société (2024-2026)

COMMENT ?

- Mise en place d'un comité de pilotage
- Mise en place de la mission de Tiers veilleuse
- Présentation de la démarche aux équipes professionnelles
- Réalisation de temps d'observations
- Réalisations d'entretiens des femmes accompagConsolider les liens entre FR-CIDFF (Bretagne), VIPS2 (Rennes) & LP3C (Brest) autour des problématiques d'égalité femmes-hommes et de lutte contre les violences faites aux femmes
- Construction de portraits sociologiques analysés au prisme :

Du rapport aux institutions (droits, emploi, justice)
Du rapport au corps, à soi, au pouvoir sur soi
Du rapport aux émotions

Où ?

2 CIDFF de Bretagne et le dispositif Nijadell impliqués :

- CIDFF du Finistère :
- CiDFF du Morbihan
- Niajdell



POUR QUEL IMPACT ?

Consolider les liens entre FR-CIDFF (Bretagne), VIPS2 (Rennes) & LP3C (Brest) autour des problématiques d'égalité femmes-hommes et de lutte contre les violences faites aux femmes

Visibiliser la parole et les trajectoires des femmes en situations de vulnérabilité et/ou victimes de violences (participant aux dispositifs des CIDFF)

Interroger les ressorts de l'autonomisation des femmes permises par l'action des CIDFF



Nijadell - dispositif de lutte contre les violences dans le Pays COB

QUOI ?

Lutter et accompagner les personnes victimes de violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales
Constituer et animer un réseau de référent.es sur le Centre Ouest Bretagne

QUI ?

La présidente de la FR-CIDFF
La coordination régionale
l'équipe dédiée : **coordinatrice du dispositif, 2 juristes dont une en remplacement, travailleuse sociale (+ psychologue en prestation)**
Les **directrices** et les **équipes bénévoles et salariées** des CIDFF de Bretagne.

QUI FINANCE ?

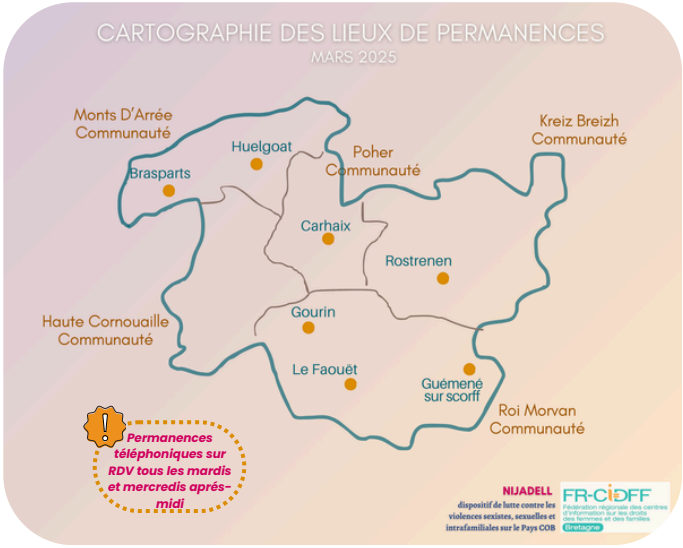
- L'Union européenne via le Fonds social européen (FSE+)
- L'Etat : la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) ; le pacte des solidarités ; la DRAJES (FDVA2)
- L'Agence Régionale de santé dans le cadre du Conseil national de la refondation
- Les MSA d'Armorique et de Portes de bretagne
- Poher Communauté, Monts d'Arrée et Roi Morvan commuanuté
- Les communes du territoire
- Un soutien politique du Pays COB et une mise à disposition de locaux par la commune de Gourin

COMMENT ?

- Recrutement d'une juriste en mars 2025, puis une autre en remplacement en novembre 2025, recrutement d'une travailleuse sociale (à 0,68 ETP)
- Mise en place d'une prestation de psychologue pour l'accompagnement des femmes victimes de violences et la coordination des parcours avec l'équipe
- Constitution et coordination d'un réseau de 12 écoutant.es formé.e.s sur les violences sexistes et sexuelles sur 23 communes
- Mise en place de 3 temps forts annuels autour des VSS (8 mars, 15 octobre et 25 novembre)
- Déploiement de permanences (juridiques, sociales et psychologiques) mobiles sur 5 EPCI.

POUR QUEL IMPACT ?

- 786 personnes ont participé aux 3 temps-forts organisés en 2025
- 181 personnes résidant dans le Pays COB ont été informées dans le cadre de Nijadell
- 64 permanences
- 153 entretiens par les juristes, 54 entretiens par la psychologue, 7 entretiens par la travailleuse sociale.



Cofinancé par l'Union européenne

La FR-CIDFF de Bretagne, actrice de la formation interne et externe

Un organisme de formation certifié Qualiopi

Qualiopi processus certifié
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
La certification qualité a été délivrée au titre de la catégorie d'action suivante :
ACTIONS DE FORMATION

La FR-CIDFF de Bretagne a obtenu la certification Qualiopi au titre des actions de formation en novembre 2022 en tant que nouvel entrant.
Un audit de renouvellement s'est déroulé en juillet 2025 et a confirmé la certification qualiopi.

Thématiques de formation du réseau des CIDFF :

VIOLENCES
Repérer, prévenir et prendre en charge les violences sexistes et sexuelles

ÉGALITÉ
Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, lutter contre les discriminations

INSERTION & DISCRIMINATIONS
Comprendre les freins et favoriser l'insertion professionnelle des femmes

DROIT
Favoriser l'accès au droit

En 2025, 7 modules de formation ou de sensibilisation comprenant plusieurs sessions ont été coordonnées par la FR-CIDFF et sous-traitées aux CIDFF. Elles s'adressaient aux professionnel.les du Conseil régional, du monde agricole ou de l'environnement et de l'éducation nationale.
Deux types de formations ont été animées :

Violences sexistes et sexuelles au travail avec les objectifs suivants :

- Connaître les notions liées aux violences sexistes et sexuelles au travail
- Connaître le cadre légal en matière de prévention des violences sexistes et sexuelles au travail ;
- Expliquer les mécanismes de la violence et leurs conséquences sur les victimes ;
- Accompagner une victime de violences sexistes et sexuelles au travail ;
- Identifier les interlocuteur.rice.s internes et externes à la structure employeur

Violences conjugales

- Identifier les différentes formes de violences conjugales et leurs mécanismes
- Repérer les signaux en entreprises et orienter les victimes

Favoriser la montée en compétences des professionnel.les et des bénévoles

YPRAGMA

Formation de formatrices, animatrices de groupe (approfondissement)
Participantes : 9 professionnelles de 4 CIDFF de Bretagne
En présentiel à l'Ecoutille (CIDFF56)
Dates : mai 2025 (14H)

FNCIDFF
Fédération nationale des CIDFF

« Déjouer le déni et les résistances aux inégalités femmes-hommes : stratégies et outils pour agir dans sa pratique professionnelle ».
Participantes : 10 professionnelles du CIDFF des Côtes d'Armor et de la FR-CIDFF
Juin et novembre (14H) en présentiel au CIDFF 22

FNCIDFF
Fédération nationale des CIDFF

« La prise en compte par les autorités judiciaires des enfants victimes ou témoins de violences familiales ».
Participantes : 15 professionnelles du CIDFF et de la FR-CIDFF
Septembre et novembre (2*7H) en visio

FR-CIDFF
Fédération régionale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles
Bretagne

L'engagement bénévole dans son association : chausser les lunettes du genre pour agir
Participant.es : 9 bénévoles au CIDFF du Morbihan et 11 bénévoles au CIDFF 35 Rennes
Dates : 14 novembre et 12 décembre

Sensibilisation financée par le Conseil régional de Bretagne dans le cadre du FDVA1. Organisées et animées par 2 administratrice.eurs de la FR-CIDFF de Bretagne.

Région Bretagne

RENFORCER SES PARTENARIATS ET PARTICIPER AUX INSTANCES RÉGIONALES

En 2025, la FR-CIDFF a poursuivi le développement d'une dynamique collaborative avec les partenaires des territoires, convaincue que seule une approche partenariale permet de répondre efficacement aux besoins des femmes. Elle s'est résolument engagée dans une dynamique de consolidation et d'élargissement de ses partenariats, afin de promouvoir l'autonomie sociale, personnelle et professionnelle des femmes, et de diffuser largement la culture de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Des partenariats renforcés en 2025 avec les services de l'État et le Conseil régional de Bretagne

2 **ans la durée de l'accord-cadre tripartite signé entre les services de l'État (DRDFE et DREETS), le Conseil Régional et le réseau des CIDFF de Bretagne (2022-2024)**

Ce document, inédit dans l'ensemble du réseau, alimente les projets et actions du réseau des CIDFF de Bretagne, dans le cadre de leur mission d'intérêt général et en relation privilégiée avec les politiques publiques portées en région. En mars 2025, les parties concernées ont décidé de prolonger l'accord par des conventions annuelles en 2025 et de préparer les travaux du nouvel accord, qui depuis ont été reportés en 2026.

Par arrêté du 6 août 2024, le gouvernement a acté l'extension de la Prime Ségur pour les salarié.es du secteur social privé dont les professionnel.le.s des CIDFF au départ sans compensation financière. **Cette décision a nécessité un dialogue soutenu avec les services de l'Etat et notamment le réseau des droits des femmes (DRDFE et DDFE) pour assurer la continuité des missions des CIDFF et permettre en 2025 la mise en place d'une compensation de près de 80% de la prime SEGUR pour les effectifs en poste au 31/12/2024.**

Une participation active à plusieurs instances :

La FRCIDFF Bretagne a participé, comme chaque année, à la tenue de la plénière du **Conseil pour l'égalité entre les femmes et les hommes (CpeG)**.
Le CpeG pour l'égalité entre les femmes et les hommes en Bretagne piloté par le Conseil régional Bretagne vise à l'objectivation des inégalités régionales et la mise à disposition d'outils aux partenaires, les soutiens aux projets dans tous les territoires.
La plénière du CpeG en juillet 2025 était composée de 105 personnes dont 90 femmes représentant les réseaux associatifs, les collectivités et les réseaux institutionnels. Cette plénière a été consacrée le matin au compte-rendu des chantiers régionaux avec la présentation d'une conférence sur le thème de « Genre et Climat ».
L'après-midi était dédiée aux collectivités bretonnes ainsi qu'aux enjeux suivants :
- Structuration du CpeG
- Mutualisation d'outils en matière d'approche intégrée
- Sensibilisation et accompagnement des associations
- Lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

La plénière du CpeG Bretagne est un moment important, une rencontre qui permet notamment de nombreux témoignages des actrices et des acteurs de terrain.



LA FR-CIDFF a participé depuis 2024 à la réactualisation des **chiffres clés de l'égalité femmes-hommes**. ce travail est co-pilotée par la Préfecture de la région Bretagne, la Région Bretagne et l'Insee - Bretagne.
La FR-CIDFF s'est appuyée sur le maillage territorial des CIDFF et la production de statistiques via Applistat, le logiciel national du réseau des CIDFF et de de FR-CIDFF.
La nouvelle synthèse des **« Chiffres clés de l'égalité femmes-hommes »** est paru en juin 2026.
Cette édition change de dimension et passe de 85 à 229 indicateurs publiés, offrant un diagnostic fin décliné jusqu'à la maille départementale.
De nouveaux thèmes cruciaux font leur entrée comme la Mer et la Ruralité , tandis que les sections Santé et Lutte contre le phénomène prostitutionnel s'étoffent de manière significative.
Focus sur quelques points saillants :
• Famille : les femmes représentent 51,4 % de la population mais portent l'essentiel de la monoparentalité (8,2 % de mères isolées en Bretagne contre 2,3 % de pères).
• Agriculture : l'installation des femmes y est plus tardive, à un âge moyen de 36 ans contre 28,5 ans pour les hommes.
• Culture : Les disparités persistent dans le spectacle vivant, où l'étude révèle notamment que 53 % des concerts bretons se déroulent sans aucune femme sur scène.
• Parité locale : bien que la parité progresse dans les instances de représentation régionales , l'échelle des communes reste très masculine avec 76,2 % de maires hommes et une sous réprésentation des femmes au sein des exécutifs des EPCI.

En 2024, la Fédération Régionale a signé une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec **l'Agence régionale de Santé de Bretagne**. Concrétisation de plusieurs mois de travail, cette CPOM permet de renforcer la démarche d'accompagnement global des CIDFF à travers un soutien psychologique individuel et/ou collectif pour les personnes victimes de violences et faciliter les parcours internes et externes pour les personnes accompagnées.

CORESS DE BRETAGNE : Comité de coordination régionale de la santé sexuelle (CoReSS) de Bretagne

Annie GUILLERME représente le réseau des CIDFF de Bretagne au CORESS de Bretagne depuis avril 2025 dans le Collège 1 : représentants des professionnels de santé, de l'action sociale, de la prévention et de la promotion de la santé.

Le CORESS a pour objectif l'appui aux politiques régionales de santé sexuelles définies dans une approche globale et positif. Il poursuit cet objectif sous l'autorité de l'Agence régionale de santé. Le CORESS contribue au renforcement du réseau et de l'interconnaissance des acteurs pour répondre aux besoins des différentes populations notamment les plus vulnérables. Il contribue à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

CESER de Bretagne

Annie Guillerme, représentante du réseau des CIDFF de Bretagne, participe aux travaux du Bureaux du CESER. Elle est vice-présidente du CESER de Bretagne et préside la Commission 4 : « **Cohésion sociale, culture, santé et qualité de vie** ».

Cette commission regroupe 26 membres issus des quatre collèges du CESER (entreprises, syndicats, associations et personnes qualifiées).

La Commission 4 place au cœur de ses réflexions la qualité de vie et le vivre ensemble, le bien être et l'épanouissement des personnes, l'inclusion sociale et la santé.Elle donne ses avis au Conseil régional sur ses programmes qui concernent la vie artistique, culturelle, associative, sportive, la jeunesse, l'égalité entre les femmes et les hommes (plan égalité entre les femmes et les hommes du Conseil régional) et les personnes en situation de pauvreté (plan de lutte contre la misère du Conseil régional).

L'année 2025 a été marquée à l'initiative de la commission par la rédaction et la diffusion d'un vœu visant à « Soutenir la vie associative en Bretagne, une urgence politique, sociale et économique » et la saisine par le Conseil régional de sa commission sur une étude concernant « Le rôle des associations dans la vie des territoires en Bretagne » dont la diffusion est prévue en juillet 2026.

Mouvement associatif de Bretagne

La présentation du MAB est à retrouver sur le site internet : lemouvementassociatifdebretagne.bzh

Parce que la défense du monde associatif est essentielle, la FR-CIDFF a fait le choix d'adhérer au Mouvement Associatif de Bretagne. Le MAB défend le modèle associatif breton : plus de 70 000 associations, son poids économique avec 107 000 salariés et l'engagement d'un breton sur 2 en tant que bénévoles

Annie GUILLERME représente le réseau des CIDFF au sein du MAB : elle est membre du Bureau. Le MAB regroupe 23 coordinations régionales dans les domaines suivants : jeunesse, environnement, consommation, égalité et défense des droits.
Le Mouvement associatif au niveau national et dans les Régions est toujours en alerte pour défendre le fait associatif et fédérer les associations.
En Bretagne, Il organise chaque année avec le Conseil régional et l'Etat, la conférence régionale de la vie associative où un état des lieux est fait notamment avec les réseaux associatifs régional.

L'année 2025 a été marquée par des campagnes de plaidoyers pour défendre le fait associatif en Bretagne. Le 11 octobre 2025 fut une journée de mobilisation historique au niveau national et dans les Régions de France afin d'alerter sur la situation des associations avec le slogan « ÇA NE TIENT PLUS ». Annie Guillerme a participé à l'organisation de la manifestation rennaise, place des Lices

Pour le MAB, l'année 2026 sera aussi une année de plaidoyer en continu pour la défense de la vie associative en Bretagne avec une réflexion menée sur la question de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes.

Service public d'information et d'aide à l'orientation du Conseil Régional (IDEO)

IDEO en Bretagne est le Service Public Régional de l'Information et de l'Aide à l'Orientation. Il a été mis en place en 2020 par le Conseil régional de Bretagne, en remplacement du SPRO (Service Public Régional d'Orientation), pour répondre aux nouvelles compétences régionales en matière d'orientation tout au long de la vie

Les acteurs mobilisés d'IDEO coordonné par le Conseil régional sont : APEC · CAP EMPLOI · CIO · Groupement Évolution Bretagne · Missions Locales · Information Jeunesse · SPEF · CIDFF de Bretagne · SUIO · Transition Pro-Bretagne.

Les référents pour le réseau des CIDFF Bretagne sont :
- Le ou La Coordinatrice régionale, Groupe technique régional (**GTR**). Le comité de professionnalisation IDEO s'est réuni en présentiel et en distanciel 4 fois au cours de l'année 2025.
- Annie GUILLERME, Groupe politique régional (**GPR**)

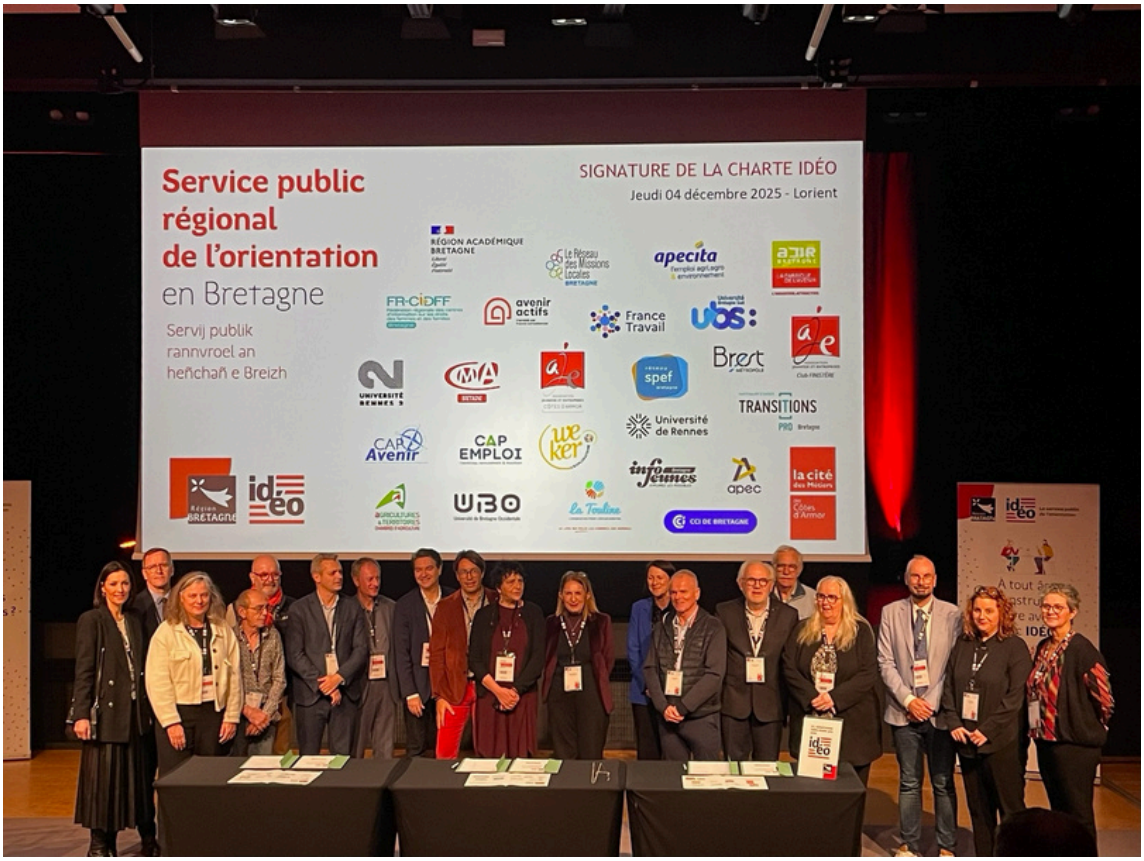
Dans le cadre du plan de professionnalisation édité chaque année, le réseau des CIDFF de Bretagne participe au temps de sensibilisation « Egalité professionnelle : diversifier les choix d'orientation » organisé dans le cadre du 25 novembre.
Les objectifs de cet atelier interactif de 2H00 sont multiples :

- S'informer sur les différences entre les sexes dans le milieu professionnel.
- S'interroger sur les stéréotypes liés aux métiers et à l'orientation.
- Acquérir des éléments de posture pour lutter contre les stéréotypes sexués en situation d'accompagnement.

En 2025, cet atelier a été animé par la FR-CIDFF et le CIDFF des Côtes d'armor le 27 novembre 2025.

Signature de la Charte IDEO

Le 04 décembre 2025, La FR-CIDFF a été co-signataire de la charte d'Idéo
La charte fixe les principes fondamentaux partagés par les membres IDÉO,ainsi que les engagements réciproques pour une mise en œuvre opérationnelle et efficace d'IDÉO dans les différents territoires de Bretagne.
A travers la charte, il s'agit :
• Définir les engagements de chacune des structures participant à IDÉO en Bretagne
• Partager des principes communs, notamment pour l'Accueil personnalisé et individualisé (API)
• Renforcer la coopération, la complémentarité et la mutualisation des actions
et des offres de service du réseau à l'échelle régionale et territoriale
• Assurer une amélioration continue de la qualité du service rendu à l'usager



Mobilisation et plaidoyer : défendre les droits des femmes, partout en Bretagne

L'année 2025 : un engagement politique pour défendre les droits des femmes

Au cours de l'année 2025, la Fédération régionale a déployé plusieurs actions de plaidoyer afin de faire avancer et défendre les droits des femmes en France et en Bretagne. Elle a notamment appelé à la mobilisation pour le 8 mars, le 15 octobre (*Journée internationale des femmes rurales*) et le 25 novembre.



2 cinés-rencontres et une conférence de presse à Gourin pour le lancement de Nijadell
Journée internationale des droits des femmes
Mars 2025



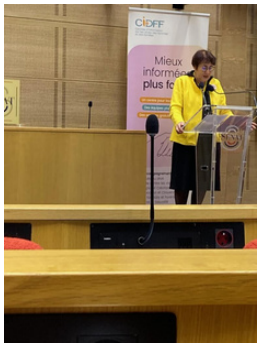
Journée internationale des femmes rurales
Plusieurs actions programmées sur le COB
Octobre 2025

Au total, 796 personnes, habitant.e.s et professionnel.le.s ont bénéficié des temps forts en 2025



Journée internationale de lutte contre les violences à Chateauneuf-du Faou
25 novembre 2025





Colloque Ruralité au Sénat
14 novembre 2025
Présentation du dispositif Nijadell

Une mobilisation sans précédent suite à l'extension de la prime Segur

Par arrêté du 6 août 2024, les salarié·es à temps plein du secteur sanitaire, social et médicosocial privé, dont les professionnel.les des CIDFF, bénéficient à compter du 7 août 2024 d'une prime mensuelle de 183€ euros net, représentant pour l'employeur un montant de 238€ brut pour un temps plein auquel il faut ajouter les charges patronales. Si dans le principe, l'ensemble du réseau se félicite de la reconnaissance salariale en lien avec la qualité du travail mené et reconnu par les professionnel.les de notre réseau, cela représente un sur-coût **de 300 000€ par an pour nos CIDFF bretons.**

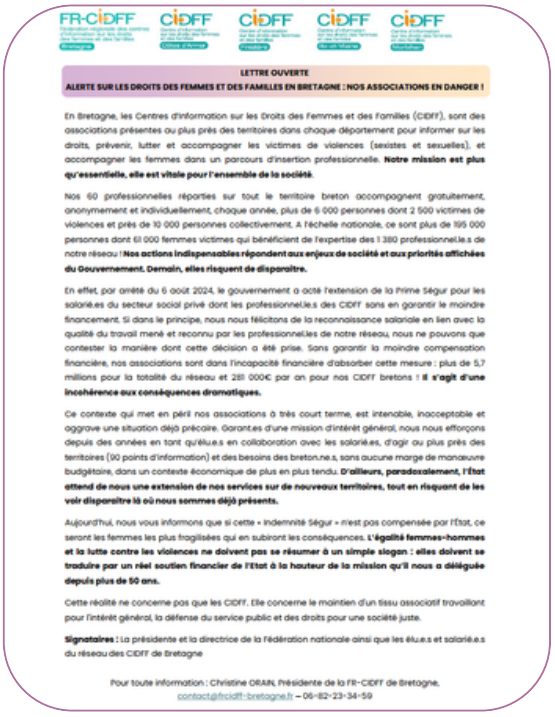
Face à cette urgence et au risque de disparition de nos associations, le réseau des CIDFF de Bretagne s'est particulièrement mobilisé.

1 Renforcement de la couverture médiatique pour sensibiliser sur la situation actuelle des CIDFF.

Dès septembre 2024, une série d'articles de presse parus dans Le Télégramme, Ouest-France, RCF, Actu FR, TV Rennes, ainsi que dans des médias nationaux et régionaux tels que Le Monde et ICI Bretagne, ont alerté l'opinion publique et nos partenaires sur l'urgence de la situation pour le réseau.



2 Mobilisation citoyenne via la rédaction d'une tribune ouverte et la mise en ligne d'une pétition en soutien aux CIDFF



LETTRE OUVERTE

ALERTE SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES EN BRETAGNE : NOS ASSOCIATIONS EN DANGER !

En Bretagne, les Centres d'information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF), sont des associations présentes au plus près des territoires dans chaque département pour informer sur les droits, prévenir, lutter et accompagner les victimes de violences (sexistes et sexuelles), et accompagner les femmes dans un parcours d'insertion professionnelle. **Notre mission est plus qu'essentielle, elle est vitale pour l'ensemble de la société.**

Nos 60 professionnelles réparties sur tout le territoire breton accompagnent gratuitement, anonymement et individuellement, chaque année, plus de 6 000 personnes dont 2 500 victimes de violences et près de 10 000 personnes collectivement. A l'échelle nationale, ce sont plus de 195 000 personnes dont 61 000 femmes victimes qui bénéficient de l'expertise des 1 380 professionnel.le.s de notre réseau ! **Nos actions indispensables répondent aux enjeux de société et aux priorités affichées du Gouvernement. Demain, elles risquent de disparaître.**

En effet, par arrêté du 6 août 2024, le gouvernement a acté l'extension de la Prime Ségur pour les salarié.es du secteur social privé dont les professionnel.le.s des CIDFF sans en garantir le moindre financement. Si dans le principe, nous nous félicitons de la reconnaissance salariale en lien avec la qualité du travail mené et reconnu par les professionnel.les de notre réseau, nous ne pouvons que contester la manière dont cette décision a été prise. Sans garantir la moindre compensation financière, nos associations sont dans l'incapacité financière d'absorber cette mesure : plus de 5,7 millions pour la totalité du réseau et 281 000€ par an pour nos CIDFF bretons ! **Il s'agit d'une incohérence aux conséquences dramatiques.**

Ce contexte qui met en péril nos associations à très court terme, est intenable, inacceptable et aggrave une situation déjà précaire. Garant.es d'une mission d'intérêt général, nous nous efforçons depuis des années en tant qu'élu.e.s en collaboration avec les salarié.es, d'agir au plus près des territoires (90 points d'information) et des besoins des breton.ne.s, sans aucune marge de manœuvre budgétaire, dans un contexte économique de plus en plus tendu. **D'ailleurs, paradoxalement, l'Etat attend de nous une extension de nos services sur de nouveaux territoires, tout en risquant de les voir disparaître là où nous sommes déjà présents.**

Aujourd'hui, nous vous informons que si cette « indemnité Ségur » n'est pas compensée par l'Etat, ce seront les femmes les plus fragilisées qui en subiront les conséquences. **L'égalité femmes-hommes et la lutte contre les violences ne doivent pas se résumer à un simple slogan : elles doivent se traduire par un réel soutien financier de l'Etat à la hauteur de la mission qu'il nous a déléguée depuis plus de 50 ans.**

Cette réalité ne concerne pas que les CIDFF. Elle concerne le maintien d'un tissu associatif travaillant pour l'intérêt général, la défense du service public et des droits pour une société juste.

Signataires : La présidente et la directrice de la Fédération nationale ainsi que les élu.e.s et salarié.e.s du réseau des CIDFF de Bretagne

Pour toute information : Christine ORAIN, Présidente de la FR-CIDFF de Bretagne.
contact@frcidff-bretagne.fr – 06-82-23-34-59

+ de 5 000 signataires de la lettre ouverte

Lettre ouverte signée par plus de 80 salarié.es et administratrices.eurs des CIDFF Bretons.

La lettre ouverte est à retrouver sur le site de la FR-CIDFF

3 Actions de plaidoyer auprès des parlementaires (député.es et sénateur.rices) et mobilisation nationale et régionale

Par la rédaction de plusieurs lettres adressées aux parlementaires de Région (député.es et sénateurs.ices), plusieurs interpellations orales et écrites ont été portées auprès du gouvernement pour connaître les modalités et les critères de compensation. Une lettre officielle a notamment été adressée par Sylvie Robert et Annie Le Houerou, Sénatrices de Bretagne à la suite d'une visioconférence en début d'année 2025 auprès de Madame La Ministre Aurore Bergé pour proposer des critères de compensation permettant d'assurer la pérennité de nos associations.

En juin 2025, une mobilisation historique du réseau a eu lieu partout en France. Le réseau breton a activement participé en relayant cette mobilisation et en organisant une manifestation à Rennes qui abouti à une réunion avec la Préfecture de Région.

Une réunion avec les parlementaires bretons a été organisée en date du 19 septembre 2025 afin de présenter les difficultés du réseau.





Manifestation du 25 juin à Rennes

4 Analyse approfondie des effets des crises conjoncturelles menée par les CIDFF

L'analyse rigoureuse menée par les CIDFF de Bretagne (et soulignée par les Commissaires aux comptes) révèle les impacts financiers significatifs de plusieurs facteurs conjoncturels :

- Un surcoût des charges de personnel de 300 000€ consécutif à l'arrêté d'extension de la prime Ségur.
- Un maintien voire une baisse des financements des collectivités, conséquence des crises politique et financière et de la diminution des dotations de l'État.
- Une augmentation non compensée des charges et frais de structure.
- Des difficultés accrues à obtenir des réponses positives aux appels à projets, exacerbées par une forte concurrence sur des crédits en contraction.

5 Renforcement des liens avec les partenaires

Ancré dans un écosystème partenarial dynamique, le réseau des CIDFF a constamment cultivé des liens privilégiés avec l'ensemble de ses partenaires, œuvrant en synergie pour surmonter les crises. Dans cette optique, plusieurs **comités des financeurs,** en présence de la FNCIDFF, ont été mis en place afin de sécuriser la pérennité de nos interventions.

Grâce à la mobilisation nationale et régionale de notre réseau, mais aussi à notre partenariat étroit renouvellé avec le Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes et ses services déconcentrés (DRDFE/DDFE), le réseau a pu bénéficier de compensations financières de près de 80% maximum des surcoûts de 2025.

Malgré ces efforts, le réseau a dû faire face des restructurations importantes pour maintenir sa mission, et a perdu près de 25 % de ses effectifs de 2024.
Cela s'est traduit par la suppression de 5,48 ETP dans le Morbihan avec la suppression du service prévention et sensibilisation, la suppression de permanences emploi et la suppression et diminution de permanences juridiques.
Dans le Finistère, 5,41 ETP ont été supprimés soit 6 licenciements économiques et aussi la non reconduction d'un CDD avec l'arrêt du service emploi et la suppression de plusieurs permanences et de l'antenne à Morlaix.
Dans l'Ille et Vilaine, le CIDFF a du supprimer deux postes de conseillères emploi et donc des suppressions des permanences emploi. Il a aussi acté la réduction du temps de travail des chargées d'accueil soit au total une diminution 2,14 ETP.

Nos financements en 2025

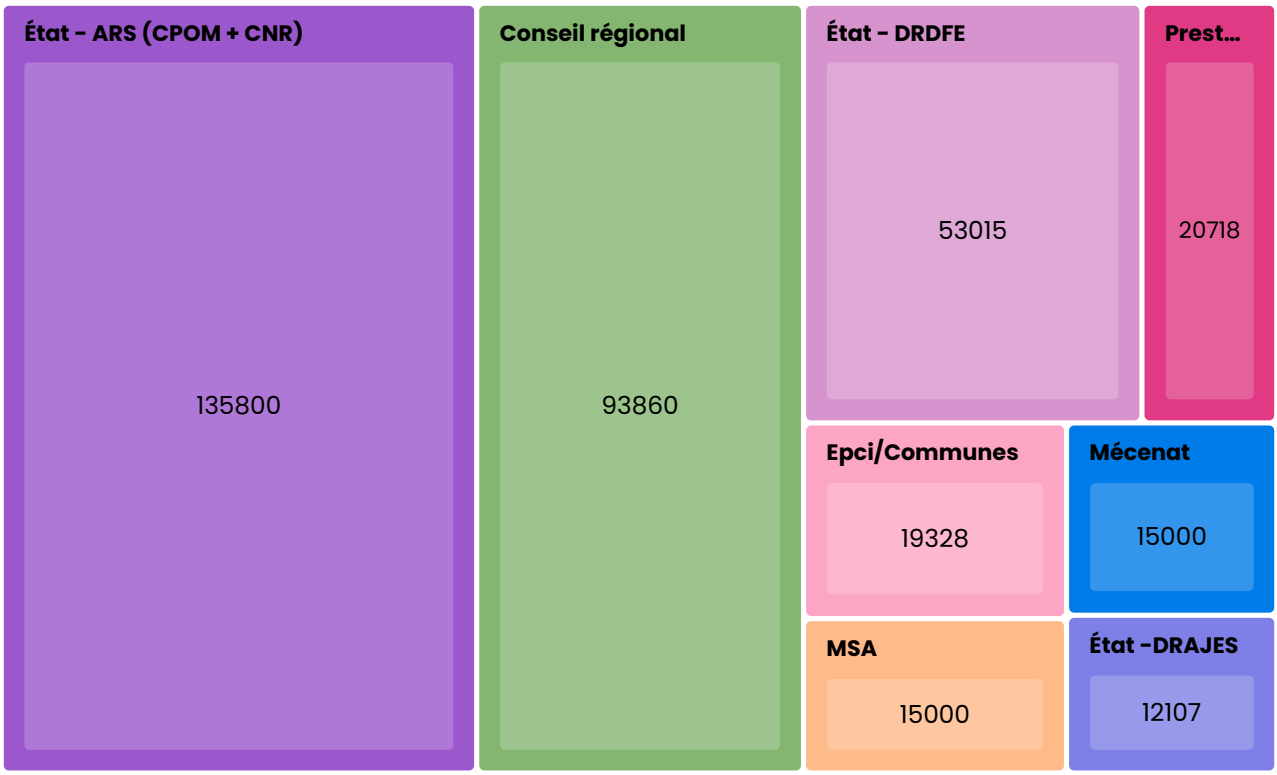
510 652 €
produits
d'exploitation et
fonds dédiés

47 549€
résultat
positif

89 %
soit 392 000€
subventions
publiques

dont près de 45%
reversés aux CIDFF
qui mettent en œuvre les projets régionaux

RÉPARTITION DES FINANCEMENTS

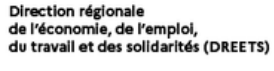


Remerciement à nos financeurs









































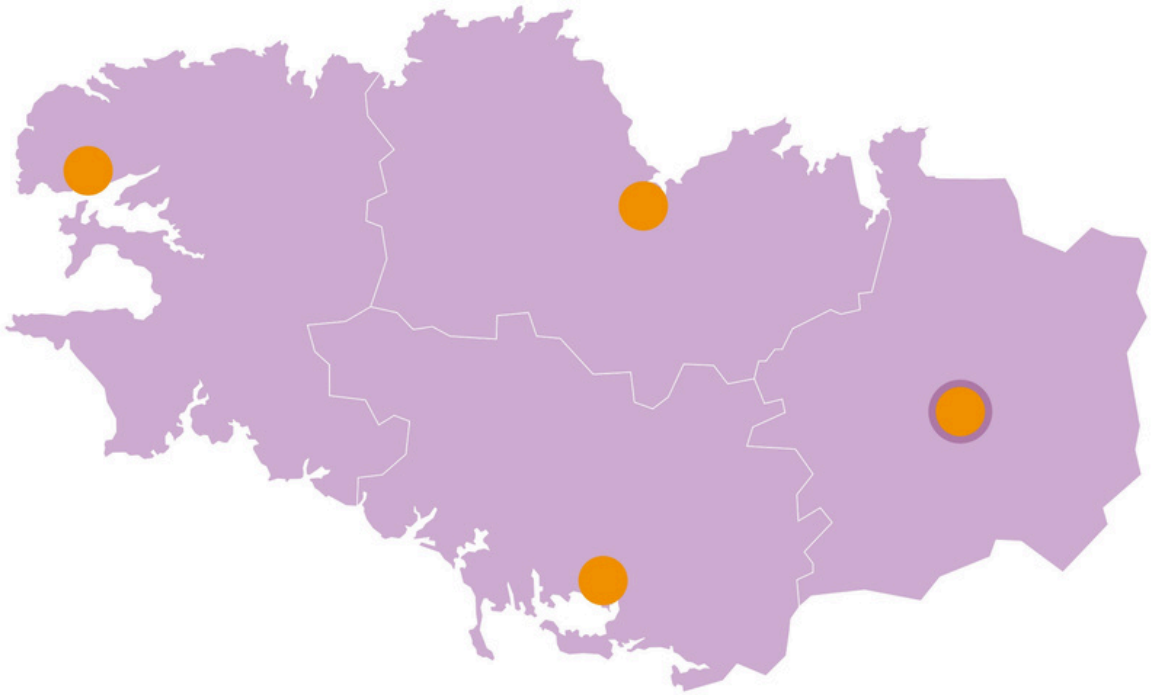








La FR-CIDFF remercie l'ensemble de ses financeurs pour leur soutien indispensable, qui a permis de mener à bien ses actions en 2025 en faveur de l'égalité et de l'autonomie des femmes.



Mieux informées, **Plus fortes**

CIDFF Côtes-d'Armor
Maison Départementale des Associations
5 rue Colette Besson
22000 Saint-Brieuc
contact@cidff22.fr
02 96 78 47 82
cotesdarmor.cidff.info

CIDFF Finistère
1 Rue Jean Marc
29200 Brest
contact@cidff29.fr
02 98 44 97 47
finistere.cidff.info

CIDFF Ille-et-Vilaine
21 rue de la Quintaine
35000 Rennes
secretariat@cidff35.fr
02 99 30 80 89
illeetvilaine.cidff.info

CIDFF Morbihan
32 Boulevard de la Résistance
56000 Vannes
contact@cidff-morbihan.fr
02 97 63 52 36
www.cidff-morbihan.fr

FR-CIDFF Bretagne, 21 rue de la Quintaine
35000 Rennes
contact@frcidff-bretagne.fr
07 44 52 31 54
https://bretagne-fr.cidff.info/

Articles de presse

Télégramme, 12.03.2025

À Gourin, les violences sexistes et sexuelles abordées au cinéma

Le 12 mars 2025,



Dominique Thomas et Véronique Mahé, administratrices du CIDFF, sont intervenues au cinéma de Gourin, samedi 8 mars 2025. (Archives Le Télégramme)

Le cinéma de Gourin, a invité, samedi 8 mars 2025, le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) à l'occasion de la projection de « La peur au ventre », documentaire de la réalisatrice et féministe Léa Clermont-Dion, qui montre comment des femmes ripostent à la suite de l'invalidation de l'arrêté qui légalisait l'avortement aux États-Unis depuis 1973. Le public a pu discuter de ce sujet avec Véronique Mahé et Dominique Thomas, administratrices du CIDFF, qui ont aussi traité des questions des violences faites aux femmes en général et notamment des violences sexistes et sexuelles. Une occasion pour les intervenantes d'évoquer le dispositif Nijadell. « Ces violences sont aussi très présentes en milieu rural, c'est pourquoi nous avons créé Nijadell, qui constitue un réseau local de référents formés à la détection de ces violences souvent intrafamiliales. Le dispositif est fait pour que les victimes puissent avoir une écoute de proximité adaptée et un accompagnement pour faire valoir leurs droits », expliquent les intervenantes.

Ouest France, 14.03.2025



Nijadell, un nouveau dispositif contre les VSSI

Gourin — Vendredi, le dispositif Nijadell, destiné à lutter contre les violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales (VSSI) dans le Centre Ouest Bretagne, a été officiellement lancé.

L'initiative

Vendredi, l'installation à Gourin de Nijadell (L'Envolée, en breton), dispositif pour lutter contre les violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales (VSSI) dans le Pays du Centre Ouest Bretagne, a eu lieu en présence de plusieurs élus et acteurs sociaux. Ils étaient accueillis par Christine Orain, présidente de la Fédération régionale des CIDFF (Centres d'information sur les droits des femmes et des familles) qui met en place ce dispositif.

« Nous œuvrons pour l'autonomie des femmes, l'insertion, l'accès au droit, l'éducation et la lutte contre les VSSI, a-t-elle rappelé. Le Pays du Centre Ouest Bretagne (Cob) est une structure précieuse, grâce à la mobilisation de 363 personnes, élus, associations et professionnels du milieu social. Nous remercions la municipalité de Gourin pour son accueil dans ce local, rue Laennec. »

« Double peine »

Jean-Charles Lohé, président du Pays Cob, a rappelé la genèse du projet. « Depuis 2023, la FR-CIDFF porte le projet pour promouvoir l'autonomie des femmes. Un diagnostic sur les problématiques a donné lieu à un vaste plan d'action pour répondre aux besoins. » Les rapports montrent en effet que les femmes qui vivent en milieu rural souffrent d'un isolement géographique et social, auquel s'ajoutent souvent la précarité et la paupérisation.

« Je salue la création de Nijadell, qui va permettre aux femmes de sortir de l'isolement et d'obtenir une aide de proximité. Les chiffes du Finistère montrent une augmentation de 30 % des violences intrafamiliales en 2023 », a indiqué Estelle Lepêtre, sous-préfète de Châteaulin (Finistère).

Des référentes et référents dans les communes

Un réseau de référentes et référents va être mis en place dans les communes du Centre Ouest Bretagne. « Toute personne de confiance et en lien avec la population peut être nommée référente pour la commune », informe Coraline Chartois, coordinatrice de Nijadell. Leurs missions seront d'accueillir, d'écouter et d'orienter les personnes victimes.

Des lieux de permanence seront aussi mis en place dès avril, avec l'arrivée d'une psychologue et d'une juriste. Huelgoat (Finistère), Carhaix (Finistère) et Gourin accueilleront une permanence de soutien psychologique et d'autres communes suivront. « Ces actions sont bienvenues pour soutenir les élus, partois désemparés face aux situations de violences intrafamiliales de leurs administrés », a conclu Renée Courtel, présidente de Roi Morvan Communauté.

Contact : tél. 07 44 51 72 25.

Christine Orain (à droite), présidente de la fédération régionale des CIDFF (Centres d'information sur les droits des femmes et des familles) a lancé le dispositif Nijadell, vendredi, avec Laure Michelet, nouvelle juriste (au centre) et Coraline Chartois, coordinatrice. (Photo : Ouest-France)

Télégramme, 15.03.2025

Nijadell, dispositif de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales, lancé à Gourin

Le 15 mars 2025 à 14h31

À Gourin, le dispositif Nijadell a été officiellement lancé, vendredi 14 mars. Ce dispositif vise à lutter contre les violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales dans le pays Centre ouest Bretagne.



Le dispositif Nijadell a été officiellement lancé vendredi à la maison des associations.

Nijadell, dispositif de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales (VSSI) dans le pays Centre ouest Bretagne (Cob) a été lancé officiellement, vendredi 14 mars, à la maison des associations. Il est mis en place par le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF). Christine Orain, présidente de la Fédération régionale des CIDFF, a rappelé les domaines d'intervention de la fédération : l'accès au droit, la lutte contre les VSSI, l'emploi et la création d'activité, l'éducation à la citoyenneté, la santé et la vie familiale. « Le Cob est une structure précieuse qui a permis la concrétisation de Nijadell par la mobilisation de 363 personnes, élus, professionnels de l'insertion, de l'accès au droit, de la santé, du social et autres. Cela montre le besoin sur le territoire ».

Améliorer la situation des femmes isolées

Jean Charles Lohé, président du Cob indique la naissance du projet : « Depuis 2023, le CIDFF porte le projet "Le Cob en action : promouvoir l'autonomie des femmes. Un diagnostic sur les problématiques des femmes a donné lieu à un vaste plan d'action pour répondre aux besoins, grâce à une pluralité d'acteurs visant à une coconstruction du plan d'action pour améliorer la situation des femmes, qui dans le Cob subissent un isolement géographique et social, des VSSI moins détectables, de la précarisation et de la paupérisation ».

Ouest France, 14.04.2025



Gourin

Des permanences contre les violences faites aux femmes

La première permanence pour accueillir et venir en aide aux femmes victimes de violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales dans le Pays Cob, a eu lieu lundi.

Premier réseau d'information sur les droits des femmes

France services

Catherine Henry, adjointe au maire et Yann Jondot, vice-président de Roi Morvan communauté étaient présents à la première permanence de Nijadell, dans les locaux de France services.

● Lancé officiellement lundi, après quelques mois de préparation, par le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), Nijadell, dispositif de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales (VSSI), construit sur mesure, avec de nombreux acteurs.ices du territoire (élu.e.s, professionnel.le.s de santé, du social, de prévention et associations locales), vit une étape primordiale avec la tenue des premières permanences d'information et d'accompagnement des personnes victimes de VSSI.

« Ce dispositif est un soutien aux élus que nous sommes »

À Gourin, la première permanence s'est tenue lundi, dans les locaux de France services, à l'Espace Paul-Lohéac, en présence de Catherine Henry, adjointe au maire et Yann Jondot, vice-président de Roi Morvan communauté (RMCom) chargé des Solidarités. « Ce dispositif est important pour donner des réponses par des professionnels aux personnes concernées. C'est important pour notre territoire. Nous sommes contents d'accueillir Nijadell ici », se félicite Yann Jondot. « Nous étions éloignés des structures traitant des questions de violence. Ce dispositif est un soutien aux élus que nous sommes, car en tant que tel nous sommes parfois confrontés à la gestion de situations de violences intrafamiliales », ajoute Catherine Henry.

Les permanences

À RMCom, trois communes vont désormais accueillir ces permanences. Elles se tiendront chaque mois, de 9 h 30 à 12 h 30, à Gourin, le deuxième lundi, à Guéméné-sur-Scorff, le quatrième jeudi et au Faouët, à partir de mai ou juin, le deuxième mercredi.

« À Gourin, ce sont des permanences juridiques et de soutien psychologique ; et à Guéméné-sur-Scorff et au Faouët, des permanences juridiques », précise Coraline Chartois, coordinatrice de Nijadell. Dans le Pays Cob d'autres permanences ont lieu à Huelgoat, Brasparts, Carhaix et Rostrenen.

Pratique

Contact : tél. 07 44 51 72 25.

Télégramme, 03.09.2025

Des actions en soutien aux femmes en Centre Ouest Bretagne

Le 03 septembre 2025 à 15h09

Pour célébrer la Journée internationale des femmes rurales, une trentaine de structures du Centre Ouest Bretagne proposent l'opération Femmes rurales en action. Au programme, un mois de septembre ponctué d'animations de rue, une quinzaine festive mettant les femmes rurales à l'honneur à travers des ateliers et ciné-rencontres.



Trente structures du Centre Ouest Bretagne s'associent et proposent le temps fort « Femmes rurales en action » du 6 septembre au 15 octobre.

Du 6 septembre au 15 octobre, une trentaine de structures du Centre Ouest Bretagne unissent leurs forces pour donner vie au temps fort « Femmes rurales en action », organisé à l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales, célébrée chaque année le 15 octobre. L'événement s'ouvrira dès ce mois de septembre avec des animations de rue multi-partenariales, animées notamment par le van itinérant « En voiture Nina et Simon.e ». Au programme : des rendez-vous gratuits et des vidéo-trottoirs.

La dynamique collective se poursuivra avec une quinzaine festive riche en initiatives avec des ateliers et une exposition. Ateliers : chants féministes à Rostrenen (22) et initiation à l'autodéfense, temps de partage et d'expression. Exposition : porteuse de parole, visible à la médiathèque de Spézet, en présence de Nijadell, dispositif mis en place par la fédération régionale des CIDFF pour lutter contre les violences intrafamiliales, sexistes et sexuelles sur tout le territoire du Centre Ouest Bretagne.

Des ciné-rencontres du 8 au 15 octobre

Du 8 au 15 octobre, une semaine cinématographique sera proposée dans les salles. Les spectateurs pourront assister à des ciné-rencontres, avec projections et débats, afin d'ouvrir la réflexion sur les réalités et les combats des femmes en milieu rural. Le temps fort se conclura le mercredi 15 octobre à 20 h au cinéma Le Grand Bleu à Carhaix, avec la projection du film « The Day Island Stood Still », de Pamela Hogan. Des surprises viendront marquer cette soirée, en écho à la Journée internationale des femmes rurales.

Pratique

Le programme complet est disponible sur le site du CIDFF Bretagne : https ://bretagne-fr. cidff. info/evenements/femmes-rurales-en-action/

Ouest France, 04.09.2025

Violences intrafamiliales : un mois de prévention et de sensibilisation en Centre Ouest Bretagne

Publié le 04/09/2025 à 11h30

Jusqu'au 15 octobre 2025, une série d'animations et de rencontres se dérouleront dans les communes du Centre Ouest Bretagne de l'évènement « Femme rurales en action ». Cela commence dès ce samedi 6 septembre 2025, à Carhaix (Finistère).



De nombreux temps forts seront organisés jusqu'au 15 octobre. | OUEST-France, Anthony RIO.

Pendant plus d'un mois dans le Centre Ouest Bretagne, Nijadell, le dispositif de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales, organise une série de temps forts et d'animations dans le territoire. Une trentaine de structures se mobilisent jusqu'au 15 octobre, date de la journée internationale des femmes rurales. Ces temps forts baptisés « Femmes rurales en action » débutent à Carhaix ce samedi 6 septembre de 10h à 13h en marge de l'espace Glenmor.

« Le mois de septembre sera un mois dédié aux animations, à la prévention, à la sensibilisation. On va être adossé au van "En voiture Nina et Simon. e" et aller à la rencontre des habitants. Nous collecterons des témoignages », explique Coraline Chartois, coordinatrice de Nijadell, dispositif mis en œuvre par le CIDFF (Centre d'Information sur les droits des femmes et des familles). Ce van s'arrêtera à Châteauneuf-du-Faou (Finistère) le 10 septembre, à Huelgoat (Finistère) le 11 septembre, à Gourin (Morbihan) le 25 septembre et à Rostrenen (Côtes-d'Armor) le 30 septembre.

De nombreux rendez-vous

De nombreux ateliers et plusieurs rencontres auront ensuite lieu jusqu'à la mi-octobre. **« Il y aura du chant féministe, un atelier d'autodéfense, une semaine cinématographique… Au total, cela représente dix-sept actions dans le Pays Cob pour le grand public »,** complète Coraline Chartois. La soirée de clôture se déroulera au cinéma le Grand bleu de Carhaix avec la projection de « The Day Iceland Stood Still ».

« Les CIDFF ont dû supprimer des permanences, des postes. Ici, on a plein d'actions qui se mettent en place, on est un peu à contre-courant. C'est quelque chose d'assez exceptionnel », souligne Dominique Thomas, du CIDFF.

Télégramme, 06.10.2025

Une exposition et un film dans le cadre de « Femmes rurales en action » à Spézet

Le 06 octobre 2025 à 09h47



L'association Da Lec 'h All s'est associée au projet porté par Les Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF).

De nombreux événements sont proposés sur le territoire du COB jusqu'au 15 octobre 2025 dans le cadre de « Femmes rurales en action ». À Spézet, l'association Da Lec'h All s'est associée au projet en proposant, vendredi 10 octobre, à 19 h, la projection d'un film-documentaire, « The day Iceland stood still » de Pamela Hogan. Lorsque 90 % des femmes islandaises ont quitté leur travail et leur maison un matin d'automne 1975, refusant de travailler, de cuisiner ou de s'occuper des enfants, elles ont paralysé leur pays. Ce film sera précédé d'une rencontre avec les représentants de Nijadell, dispositif mis en place par la fédération régionale des Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) pour lutter contre les violences intrafamiliales, sexistes et sexuelles sur tout le territoire du Centre Ouest Bretagne et l'association carhaisienne La Collective, pour la défense des droits des femmes et de toute personne opprimée en raison de son genre. Celle-ci tiendra également un stand d'information au marché, de 16 h 30 à 19 h. À 18 h, Nijadell inaugurera l'exposition « Porteuses de paroles » au pôle culturel de la Maison Bleue.

Le Poher, 07.10.2025



LE POHER
Semaine du 8 au 14 octobre 2025

LOISIRS

SPÉZET. LE 10 OCTOBRE

Le jour où les femmes ont demandé des droits en Islande

Le 24 octobre 1975, 90 % des Islandaises ont quitté leur travail et leur maison et ont refusé de travailler, de cuisiner ou de s'occuper des enfants. Près de 300 participantes, de tous les milieux sociaux, ont participé à une journée de grève générale des femmes, suite à l'appel des militantes du mouvement des « chaussettes rouges ». Cette grève paralysa tout le pays.
Elles réclamaient l'égalité entre les sexes, des droits et des réformes. À la suite de cette action, l'Islande devint le pays le plus égalitaire au monde en matière d'égalité des sexes pendant 14 années consécutives.
Pamela Hogan raconte dans son film *The Day Iceland Stood Still* la naissance de ce mouvement et le déroulement de cette grève, qui fête cette année ces 50 ans. Elle est aussi allée à la rencontre de plusieurs des grévistes qui racontent leur parcours.
Ty Film de Mellionnec a accepté de venir faire une projection le vendredi 10 octobre, à 19 h, dans les locaux de Da lec'h all, au 5, rue du Général-de-Gaulle, à Spézet, dans le cadre de Femmes rurales en action.
Avant et autour de cette projection, plusieurs animations seront proposées à la fin de l'après-midi de ce vendredi 10 octobre. La bibliothèque de l'association féministe La Collective sera présente au marché de 16 h 30 à 19 h. L'exposition *Porteuses de paroles* sera inaugurée, à 18 h, à la médiathèque.

Françoise Abasq, Marie Millet et Janig Mell de Da lec'h all.

Ouest France, 10.10.2025

Les animations « Femmes rurales en action » se poursuivent dans le Morbihan

Plusieurs animations et rencontres sont programmées depuis le début septembre 2025, dans les communes du Centre Ouest Bretagne, dans le cadre de l'évènement « Femme rurales en action ». Ces manifestations, qui évoquent les droits des femmes en milieu rural, se poursuivent jusqu'au 15 octobre, avec, notamment, la projection d'un film au cinéma de Gourin (Morbihan), le 14 octobre 2025.



Le van "En voiture Nina et Simon. e" du CIDFF, a sillonné les routes du Centre Bretagne à l'occasion de l'événement Femmes rurales en action et de nombreuses personnes sont venues s'informer sur le sujet des droits des femmes. | CIDFF

Après le mois de septembre 2025, qui a vu s'ouvrir le temps fort « Femmes rurales en action », les activités se poursuivent en octobre. L'événement est organisé sur plusieurs semaines, par le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) et par Nijadell, le dispositif de lutte contre les violences sexistes et sexuelles mis en place dans le pays du Centre Ouest Bretagne. « **Le mois de septembre a été dédié à la prévention et la sensibilisation, avec le van "En voiture Nina et Simon. e", qui est allé à la rencontre de la population**, explique Coraline Chartois, coordinatrice de Nijadell. **Il y a eu aussi des ateliers de chants féministes. Ces manifestations ont suscité un grand intérêt, notamment au forum santé mentale des jeunes, organisé le 24 septembre, à Gourin (Morbihan). Les jeunes sont venus nombreux pour s'informer sur les solutions qui existent face aux problèmes liés aux violences sexistes et sexuelles. »**

Exposition, atelier d'autodéfense, cinéma…

Au mois d'octobre, une autre série d'animations aura lieu. L'exposition *Porteuses de paroles*, est installée au pôle culturel de la Maison Bleue, à Spézet, jusqu'au 15 octobre, où une rencontre avec Nijadell est organisée. Un atelier d'autodéfense est proposé, le 18 octobre, de 9 h 30 à 17 h, au Grand-Manger, au Faouët. C'est gratuit, sur inscription à femmesklub@proton.me (places limitées).

Une semaine cinématographique est également organisée, la liste des films et des horaires est disponible sur le site de l'événement. **« À Gourin, le 14 octobre, à 20 h, le film *Anna*, de Marco Amenta, sera projeté. C'est un drame social qui évoque la lutte d'une femme paysanne sarde face à une extension industrielle. Dominique Thomas et Véronique Mahé, du CIDFF, échangeront avec le public après la projection. »**

Le dispositif Nijadell très sollicité

Coraline Chartois dresse aussi un bilan du dispositif Nijadell. **« Les permanences pour les personnes victimes de violences sexistes et sexuelles sont toutes remplies, indique-t-elle. Nous devons recruter du personnel en plus, nous sollicitons donc des soutiens supplémentaires. 76 % des personnes accompagnées sont victimes de violences, les autres viennent s'informer sur l'accès au droit. Ce pourcentage est supérieur à beaucoup d'autres centres, ce qui montre les besoins sur le territoire. »**

Contact : bretagne-fr.cidff.info/evenements/femmes-rurales-en-action.

Télégramme, 14.10.2025

À Spézet, les femmes rurales mises en valeur

Le 14 octobre 2025 à 19h18



Pascale et Patricia avaient installé leur stand d'information sur le marché.

Pascale et Patricia, membres de la bibliothèque féministe « La collective », ont tenu, vendredi 10 octobre, sur le marché de Spézet, un stand présentant leurs actions et des ouvrages traitant des femmes, ainsi que des minorités, quelles qu'elles soient, discriminées. Cette action, dans le cadre de la journée internationale des femmes rurales qui a lieu le 15 octobre, avait été initiée par le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) qui organisait une série de manifestations sur ce thème.

Contactées par Françoise Abasq, membre de Da Lec'h All, La Collective et Nijadell, dispositif d'aide aux femmes dans le COB, sont intervenues, à Spézet, avec une exposition visible au pôle culturel, inaugurée vendredi. Les textes exposés sont issus d'un radio trottoir « femmes rurales en action », réalisé dans le secteur. En soirée, un film sur la révolte des femmes islandaises en 1975 a été projeté au local de Da Lec'h All.

Pratique

La collective est ouverte les 1er et 3e vendredi de chaque mois, de 17 h à 19 h, au premier étage d'Art Home Co, 16, rue du Général-Lambert, à Carhaix.

Le Poher, 15.10.2025

SPÉZET

15-21/10 Le Poher

Le beau succès de Femmes rurales en action

Un public nombreux a assisté à la projection du film *The Day Iceland Stood Still* de Pamela Hogan, sur la journée de grève des femmes islandaises, le 24 octobre 1975, au sein du local de Da lec'h all, ce vendredi soir.
Cette animation se déroulait dans le cadre de Femmes rurales en action et en partenariat avec Ty Film, et de bénévoles de Da lec'h all.
Coraline Chartois, coordinatrice de Nijadell, dispositif de lutte contre les violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales sur le centre ouest Bretagne au CIDFF et deux membres. de l'association La Collective, de Carhaix, ont présenté leurs actions.
Ces deux bénévoles sont parties, un peu plus tôt dans la journée, à la rencontre du public, notamment au marché, pour évoquer leur bibliothèque féministe.
Au cours de la soirée, l'exposition



Coraline Chartois, coordinatrice de Nijadell, en compagnie d'une membre de la bibliothèque de La Collective de Carhaix.

Être femme rurale c'est...; porté par le Nijadell, a été présentée au sein de l'exposition *Histoires de beurre*.
Un mini-film, articulé autour d'un micro-trottoir, sur ce thème a également été projeté. Cette soirée restera sans doute gravée au sein de l'assistance multigénérationnelle.

Ouest France, 25.11.2025

« Un combat quotidien » : dans le Finistère, ils luttent contre les violences faites aux femmes en milieu rural

Un évènement dédié à la lutte contre les violences faites aux femmes en milieu rural était organisé ce mardi 25 novembre 2025 à Châteauneuf-du-Faou (Finistère). De nombreux acteurs étaient autour de la table pour mettre en avant « un écosystème de prise en charge ».

Publié le 25/11/2025 à 19h19, Ouest-France, Anthony RIO.



Des tables rondes étaient organisées à destinations des professionnels qui travaillent autour de la prise en charge des victimes de violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales. | OUEST-France

À l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, un après-midi d'échange consacré à la prise en charge des victimes de violences sexistes, sexuelles et/ou intrafamiliales en zone rurale était organisé ce mardi 25 novembre 2025 à Châteauneuf-du-Faou (Finistère). Un évènement suivi par 120 élus, professionnels de santé et associations du Finistère, organisé par la préfecture et la fédération régionale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF).

La lutte contre les violences faites aux femmes est un combat quotidien, explique Estelle Leprêtre, sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin. Elle rappelle qu'en 2024, il y avait 8,5 victimes pour mille habitants. En zone gendarmerie, le nombre de victimes a progressé de 10 %. Jamais, nous ne banaliserons ces chiffres. Tout le monde a le museau dans son travail mais il y a des victimes tout le temps. L'objectif aujourd'hui est de créer du réseau et mettre en avant les gens qui œuvrent à la détection des violences pour les faire reculer.

« Des facteurs de vulnérabilité en zone rurale »

En zone rurale, il y a des facteurs de vulnérabilité : des problèmes de mobilité, de précarité, d'isolement, d'accès à l'information. Mais aussi des services publics et des professionnels de santé moins nombreux. Alors, comment demander de l'aide ? pose Pauline Le Vot, déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité, qui assure : Il existe un vrai écosystème de prise en charge dans le Centre Finistère.

Pour lutter contre les violences intrafamiliales, la compagnie de gendarmerie de Châteaulin dispose d'une cellule spécialisée depuis 2023 dont fait partie Sandrine (*). Elle se charge des auditions et des enquêtes : Nous sommes six à ne faire que ça. Je ne suis plus polluée par d'autres tâches. Certains d'entre nous sont formés pour récolter la parole des enfants.

Nijadell est un nouveau dispositif déployé par le CIDFF dans le Centre Ouest Bretagne pour lutter contre les violences sexistes, sexuelles et intrafamiliales. Nous sommes quatre professionnels dont une juriste, une travailleuse sociale, une psychologue et nous accompagnons les victimes, explique Coraline Chartois, coordinatrice de ce dispositif. Nous avons aussi des volontaires qui constituent un réseau d'écoutants de personnes victimes de ces violences.

Lors des tables rondes, les différents acteurs qui travaillent à la prise en charge des victimes ont échangé sur leur action, de l'hôpital à la gendarmerie en passant par les centres d'action sociale. Parmi les élus présents, il y a le maire de Châteauneuf-du-Faou, Tugdual Braban : La cellule spécialisée de gendarmerie, Nijadell, ce sont des dispositifs cruciaux pour notre territoire. Trop régulièrement, nous pallions l'urgence mais, désormais, nous avons plusieurs interlocuteurs autour de la table.

Contacts. CIDFF : 02 98 44 97 47 ou contact@cdiff29.fr. Violences Femmes Info : 3919.

(*) Pour des raisons de confidentialité et de sécurité, seul le prénom est mentionné.

« Pas seulement le 25 novembre » : la lutte contre les violences faites aux femmes, un combat au quotidien mis en avant à Châteauneuf-du-Faou

Le 27 novembre 2025 à 15h04

La mobilisation était forte sur le Finistère, mardi 25 novembre, lors de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. De nombreuses actions ont marqué l'implication de la préfecture et ses partenaires dans les grandes villes, mais aussi en milieu rural, comme à la salle Ar Sterenn.



La table ronde dédiée à la la prise en charge des situations d'urgences a notamment réuni Karine Morcel, Annie Peuron, Sandy Cam, l'adjudante Sandrine Cavalière ainsi qu'Amélie Quentel. (MATHIEU NIHOUARN)

Mise en place avec la collaboration des centres d'information sur les droits des femmes et des familles, l'initiative a attiré un grand nombre de participants (près de 150), mardi après-midi, à la salle Ar Sterenn de Châteauneuf-du-Faou. Parmi eux, élus locaux et agents territoriaux, acteurs du monde associatif et judiciaire, forces de l'ordre, etc, etc. Tous réunis autour d'un fil rouge : « Mettre l'accent sur le travail partenarial, l'harmonisation des compétences », comme indiqué par Sandy Cam, coordinatrice départementale des dispositifs de prise en charge des femmes victimes de violence.

Le milieu rural au cœur des échanges

Combat tristement d'actualité, « il faut lutter contre ces violences tous les jours et pas seulement le 25 novembre », précisait la sous-préfète de Châteaulin Estelle Leprêtre, également référente à la ruralité, au cœur d'un département où l'on comptait 8,5 victimes pour 1 000 habitants fin 2024. « Un taux bas par rapport à d'autres, mais en hausse de 10 % avec près de la moitié de ces féminicides en milieu rural, territoire où ne réside qu'un tiers de la population finistérienne ».



Présidente de la Fédération régionale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles, Christine Orain a annoncé la mise en place d'une équipe spécifique et complète sur le Pays du Centre Ouest Bretagne.

Le milieu rural est resté au cœur des échanges et des débats. Justifiant ainsi le choix de la commune d'accueil faisant partie du rayon d'action de la cellule protection des familles du groupement de gendarmerie de Châteaulin entièrement dédiée aux victimes de violences intra-familiales, créée en janvier 2023 et présentée par l'adjudante Sandrine Cavalière.

Deux tables rondes

La première table ronde s'est attardée sur la prise en charge des situations d'urgence, la seconde concernant l'accueil, l'écoute et l'accompagnement vers la sortie de ces violences : « L'objectif premier, c'est d'écouter la victime, l'examiner, évoquer les possibilités mais toujours avec son consentement », explique Karine Morcel. La cheffe du service d'obstétrique, gynécologie et médecine de la reproduction sur Brest a insisté elle aussi sur ce travail en réseau : « On ne doit pas évoluer seul, il y a aussi des formations suivies pour détecter les signaux, même faibles ».

« Avoir de véritables solutions »

Annie Peuron, trésorière adjointe du service intégré d'accueil et d'orientation du Finistère, association qui fonctionne sept jours sur sept et 24 heures sur 24 pour les personnes souhaitant un hébergement, a rappelé les « 174 ménages pris en charge en 2024 au motif de violences. Environ un tiers de ces prises en charge regagnent le domicile si des actions ne sont pas mises en place très rapidement ». Annie Peuron évoquant également les difficultés et freins spécifiques : « Quitter le domicile amène beaucoup de questions : comment aller au travail ? Quid de la scolarisation de l'enfant ? De l'isolement ? Il est important d'avoir de véritables solutions ».